

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/132/Rev.1

29 mars 1999

(99-1234)

Conseil du commerce des marchandises

FACILITATION DES ÉCHANGES

Note d'information

Révision

Introduction

i) La présente note d'information répertorie les propositions des délégations concernant la question de savoir s'il y a lieu d'établir des règles de l'OMC en matière de facilitation des échanges dans le cadre du programme de travail du Conseil du commerce des marchandises sur la question. Le présent document (révision 1) contient, outre les catégories contenues dans le document initial (G/C/W/132), à savoir: propositions concernant les prescriptions relatives à la documentation imposées par les pouvoirs publics (section I); propositions concernant les procédures officielles (section II), et propositions concernant la transparence et les questions connexes (section III), de nouvelles catégories portant sur les propositions concernant le transport et le transit (section IV) et les propositions concernant les paiements, l'assurance et d'autres questions financières (section V). Une section recensant les propositions concernant les accords existants de l'OMC sera ajoutée à la suite de la prochaine réunion. Le présent document tient également compte des modifications apportées au libellé des articles pertinents de l'Annexe générale de la proposition de Convention de Kyoto révisée dont le texte a été finalisé en mars 1999. Un résumé de chacune des propositions faites par les délégations y est donné, pour des raisons pratiques. Comme certaines propositions ont des contenus qui se chevauchent, quelques instruments internationaux figurent sous plusieurs rubriques

ii) Les propositions répertoriées renvoient à des dispositions d'instruments internationaux en rapport avec le sujet pour autant qu'ils existent. Par manque d'espace, tous les instruments mentionnés n'ont pas été reproduits *in extenso*. La note d'information vise à aider les délégations à évaluer l'opportunité de règles de l'OMC en matière de facilitation des échanges et à analyser les lacunes éventuelles dans le cadre réglementaire international existant.

iii) La note tient expressément compte des propositions formulées dans le cadre des première et deuxième réunions informelles sur la facilitation des échanges du Conseil du commerce des marchandises axées respectivement sur i) les prescriptions et procédures à l'importation et à l'exportation (tenue les 28 et 29 septembre 1998) et ii) le mouvement matériel des expéditions (transport et transit) et les paiements, l'assurance et les autres questions financières ayant une incidence sur le commerce transfrontières de marchandises (7 décembre 1998).

iv) Des idées supplémentaires avancées par des délégations figurent à la section VI à la fin de la présente note d'information.

v) Le tableau figurant en annexe du présent document dresse une liste des conventions internationales citées, en indiquant les parties contractantes.

Table des matières

	<u>Page</u>
I. PROPOSITIONS CONCERNANT LES PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE D'INFORMATION IMPOSÉES PAR LES POUVOIRS PUBLICS	4
1. Adoption de normes internationales pour les données à l'importation et à l'exportation	4
Adoption de normes internationales pour les données à l'importation et à l'exportation (CE, G/C/W/122).....	4
Systèmes compatibles d'échange de données informatisé (EDI) (Canada, G/C/W/126).....	4
2. Réduction et harmonisation des prescriptions en matière de données	7
Réduction et harmonisation des ensembles de données et des messages (CE, G/C/W/122).....	7
Harmonisation des documents d'importation et des données (Canada, G/C/W/126)	7
3. Adoption d'une présentation harmonisée des documents (CE, G/C/W/122).....	10
4. Reconnaissance mutuelle ou réciproque des documents (Suisse, réunion du 28 septembre 1998)	12
5. Guichet unique pour la présentation des renseignements (CE, G/C/W/122)	12
6. La transaction intégrée continue (CE, G/C/W/122).....	13
II. PROPOSITIONS CONCERNANT LES PROCÉDURES OFFICIELLES	15
1. Prévention des obstacles procéduraux non nécessaires (CE, G/C/W/122)	15
2. Introduction du dédouanement automatisé (CE, G/C/W/122)	16
3. Traitement avant l'arrivée, contrôles et vérification après dédouanement (CE, G/C/W/122).....	18
4. Négociants agréés (CE, G/C/W/122)	22
5. Rationalisation des interventions officielles à la frontière	23
Dédouanement en un seul point (CE, G/C/W/122)	23
Coordination des organismes à la frontière (Canada, G/C/W/126)	24
6. Démarches à distance et procédures de dédouanement simplifiées (CE, G/C/W/122).....	26
7. Mise en libre pratique des marchandises (Canada, G/C/W/126)	28
8. Délais de dédouanement (CE, G/C/W/122)	31
9. L'application des principes de l'évaluation des risques (Canada, G/C/W/126)	32
10. Échantillons commerciaux et marchandises destinées à des expositions (Canada, G/C/W/126).....	33
11. Dédouanement des envois express (Canada, G/C/W/126).....	36
III. PROPOSITIONS CONCERNANT LA TRANSPARENCE ET QUESTIONS CONNEXES	37
1. Accès aux renseignements nécessaires pour l'importation et l'exportation	37
Mise à disposition des prescriptions (Canada, G/C/W/126).....	37
Transparence (Création d'une base de données globale unique) (CE, G/C/W/122)	37
2. Décisions anticipées (Canada, G/C/W/126)	38

3.	Recours judiciaire ou administratif, révision et appel.....	40
	Recours judiciaire ou administratif (CE, G/C/W/122)	40
	Révision et appel (Canada, G/C/W/126)	40
4.	Coopération entre les milieux commerciaux et les douanes, et les autres administrations (CE, G/C/W/122)	41
5.	Questions touchant à la corruption et à l'intégrité (CE, G/C/W/122)	43
IV.	PROPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT ET LE TRANSIT	45
1.	Harmonisation des prescriptions en matière de documents et de renseignements de transport international (CE, G/C/W/133).....	45
2.	Intégration d'instruments spécifiques à un cadre de règles de l'OMC sur la facilitation des échanges (CE, G/C/W/133).....	47
V.	PROPOSITIONS CONCERNANT LES PAIEMENTS, L'ASSURANCE ET D'AUTRES QUESTIONS FINANCIÈRES.....	48
1.	Défauts de paiement et solvabilité (CE, G/C/W/133).....	48
2.	Retards de paiement dans les transactions commerciales (CE, G/C/W/133)	49
VI.	AUTRES QUESTIONS SOULEVÉES PAR LES DÉLÉGATIONS	49

I. PROPOSITIONS CONCERNANT LES PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE D'INFORMATION IMPOSÉES PAR LES POUVOIRS PUBLICS

1. Adoption de normes internationales pour les données à l'importation et à l'exportation

*Adoption de normes internationales pour les données à l'importation et à l'exportation*¹ (CE, G/C/W/122)

1.1 Accord en vue d'utiliser ou d'accepter les normes, codes et principes directeurs des Nations Unies et de la CEE/ONU existants sur la facilitation des échanges² comme base des prescriptions réglementaires et administratives des Membres en matière de documents et d'information à l'importation et à l'exportation. Il serait nécessaire i) d'identifier clairement les normes et codes en question; ii) de faire en sorte que ces normes et codes tiennent compte des besoins actuels du commerce et qu'ils soient assez souples pour évoluer avec les pratiques commerciales; iii) d'examiner la nécessité et la portée d'éventuelles exemptions à la règle proposée.

Systèmes compatibles d'échange de données informatisé (EDI) (Canada, G/C/W/126)

1.2 Accord en vue de développer l'application, pour les systèmes douaniers automatisés, du format de messagerie électronique de l'Échange de données informatisé des Nations Unies pour l'administration, le commerce et le transport (EDIFACT). Les objectifs seraient d'accroître et d'accélérer les échanges d'informations entre administrations, de favoriser des activités concertées de respect des règles et de facilitation des échanges, et d'offrir à la communauté commerçante des procédures accélérées de dédouanement au moyen d'applications EDI.

Instruments internationaux

1.3 Plusieurs instruments internationaux encouragent l'utilisation et l'acceptation de normes, de codes et de principes directeurs internationaux sur la facilitation des échanges, dont le format de messagerie de l'EDIFACT. Parmi les instruments existants figurent les suivants:

1.3.1 *Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto)*³

Convention de 1973 existante

Annexe J.1. (Applications douanières des ordinateurs), pratique recommandée n° 9:

"Dans la mesure du possible, les applications informatiques mises en œuvre par les autorités douanières devraient utiliser les normes acceptées à l'échelon international,

¹ Cette proposition est en rapport étroit avec la proposition concernant les prescriptions en matière de documents et d'information de transport international (EC, G/C/W/133) qui figure dans la section IV "Propositions concernant le transport et le transit".

² Les recommandations de la CEE/ONU ainsi que des renseignements concernant l'EDIFACT/ONU, entre autres, sont accessibles en ligne à l'adresse suivante: http://www.unicc.org/unece/cefact/cef_main.htm.

³ Élaborée sous les auspices du Conseil de coopération douanière (actuellement l'OMD), conclue à Kyoto le 18 mai 1973, entrée en vigueur le 25 septembre 1974, et ci-après dénommée "Convention de Kyoto".

notamment celles qui ont été adoptées par le Conseil et indiquées dans le Dossier sur l'informatisation.⁴"

Proposition de Convention révisée⁵

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme n° 11:

"Le contenu de la déclaration de marchandises est déterminé par la douane. Les déclarations de marchandises établies sur papier doivent être conformes à la formule-cadre des Nations Unies.

S'agissant de la procédure de dédouanement informatisée, la formule de déclaration de marchandises transmise par voie électronique doit être établie selon les normes internationales régissant la transmission électronique des données, comme indiqué dans les Recommandations du Conseil de coopération douanière relatives à la technologie de l'information.⁶"

Annexe générale, chapitre 7 (Application de la technologie de l'information), norme n° 12:

"Lorsque la douane adopte des systèmes informatiques, elle utilise les normes pertinentes acceptées à l'échelon international."

1.3.2 *Convention internationale sur l'harmonisation du contrôle des marchandises aux frontières⁷*

Article 9:1 (Documents):

"Les parties contractantes s'efforceront de promouvoir, entre elles et avec les organismes internationaux compétents, l'utilisation de documents alignés sur la formule-cadre des Nations Unies."

1.3.3 *Déclaration ministérielle de Columbus sur l'efficacité commerciale*

Recommandations destinées aux gouvernements, section B (Douanes), recommandation n° 15:

"[Les gouvernements, à travers leurs autorités douanières, devraient:] améliorer les contrôles douaniers et faciliter le dédouanement des marchandises à l'importation en étudiant la possibilité d'instaurer, à un niveau bilatéral (ou multilatéral), une transmission électronique systématique des données d'exportation provenant du pays exportateur à l'administration douanière du pays importateur, conformément aux lois et réglementations concernant la divulgation de l'information."

⁴ Les Recommandations de l'OMD concernant les ordinateurs portent sur l'utilisation des normes de l'EDIFACT ainsi que sur celle du répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU (UNTDDED).

⁵ Lorsqu'il est fait allusion à la Convention de Kyoto, il s'agit aussi bien du texte de la Convention existante que de celui de la proposition de Convention révisée; toutes les références aux normes et pratiques recommandées de l'Annexe générale de la Convention révisée sont celles de la version de novembre 1998 (Projet de version 2), telle qu'établie par le Groupe de travail de Kyoto.

⁶ Il s'agit des Recommandations de l'OMD concernant l'utilisation des ordinateurs, dont certaines sont énumérées au point I:1, 3, 4.

⁷ Conclue à Genève le 21 octobre 1982; entrée en vigueur le 15 octobre 1985.

1.3.4 *Recommandations de l'OMD*

- Utilisation de codes pour la représentation des éléments d'information, dont:

Annexe II – Marques d'identification des conteneurs, recommandant l'utilisation de la norme internationale ISO 6347 (conteneurs pour le transport de marchandises – codage, identification et marquage) et du code mis au point par l'IATA pour la représentation des données relatives aux conteneurs utilisés pour le fret aérien;

Annexe III – Dates, recommandant l'utilisation de la Recommandation n° 7 de la CEE/ONU (représentation numérique des dates, heures et intervalles de temps), qui est fondée sur les normes internationales ISO 2014 (représentation entièrement numérique des dates du calendrier) et ISO 3307 (échange d'information – représentation de l'heure).

Annexe IV – Monnaies, recommandant l'utilisation de la norme internationale ISO 4217 (code pour la représentation des monnaies et types de fonds);

Annexe V – Codes de pays, recommandant l'utilisation du code alphabétique de deux lettres ISO 3166, alpha-2;

Annexe VI – Désignation des marchandises et positions tarifaires ou statistiques, recommandant l'utilisation du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises;

Annexe VII – Régimes douaniers, recommandant l'utilisation du code à un chiffre pour la représentation des régimes douaniers du CCD;

Annexe VIII – Unités de mesure, recommandant l'utilisation de la Recommandation n° 20 de la CEE/ONU (codes désignant les unités de mesure utilisées dans le commerce international);

Annexe IX – Modes de transport, recommandant l'utilisation de la Recommandation n° 19 de la CEE/ONU (codes des modes de transport).

- Utilisation des règles de syntaxe EDIFACT/ONU pour les échanges électroniques de données;
- Utilisation du répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU (UNTDDED);
- Utilisation du guide de l'OMD sur la cartographie des données pour les messages douaniers EDIFACT/ONU;
- Déclaration unique de marchandises.

1.3.5 *APEC: Plan d'action collectif du Sous-Comité des procédures douanières*

Objectif n° 4:

Adoption et promotion de l'EDIFACT/ONU:

Utiliser la norme de messagerie électronique pour systèmes automatisés des Nations Unies, les Règles des Nations Unies concernant l'échange de données

informatisé pour l'administration, le commerce et le transport, afin de favoriser la création d'une autoroute électronique des affaires.

2. Réduction et harmonisation des prescriptions en matière de données

Réduction et harmonisation des ensembles de données et des messages (CE, G/C/W/122)

2.1 Un programme multilatéral pourrait être mis sur pied en vue de réduire et d'harmoniser les ensembles de données et les messages comme l'a fait le G7 et comme l'a recommandé, par exemple, l'Australie dans le document qu'elle a présenté au Symposium de l'OMC sur les procédures de l'APEC. Le programme pourrait être mis en œuvre sous les auspices de l'OMC, en collaboration avec d'autres organisations pertinentes telles que l'OMD et la CEE/ONU qui, de toute évidence, pourraient y apporter leur contribution du fait de leurs compétences techniques.

2.2 Ou alors, des règles ou lignes directrices pourraient être élaborées; elles énonceraient, en termes généraux, les objectifs et les paramètres d'un tel projet, qui pourrait ensuite être mené à bien soit sous l'égide d'un organe spécialisé, à l'échelon plurilatéral, soit par l'application de mesures nationales autonomes, selon un calendrier convenu.

2.3 Ce travail devrait déboucher sur l'adoption d'un ensemble maximal de données harmonisé et réduit à l'échelon multilatéral, assorti d'exceptions ou de variantes nationales aussi limitées que possible, applicable à toutes les étapes pertinentes de la transaction commerciale et conçu de façon à porter sur la majorité des transactions commerciales et, en dernière analyse, à satisfaire à toutes les prescriptions des organismes publics.

2.4 Ce projet d'harmonisation devrait permettre de faire en sorte que les prescriptions relatives aux ensembles de données

- soient réduites et limitées au strict minimum nécessaire pour un contrôle administratif approprié, permettant au négociant de présenter un ensemble de données unique qui serait utilisé au cours des différentes étapes de la transaction commerciale;
- soient conçues aux fins de la messagerie électronique;
- utilisent dans toute la mesure du possible les normes et les codes pertinents acceptés à l'échelon international;
- soient à même de répondre aux besoins d'autres acteurs du commerce et du transport, de sorte que le transfert de données continu soit la norme et que la double saisie ou la modification des données soit réduite au minimum;
- puissent être obtenues à partir des informations commerciales courantes, dans la mesure du possible aux fins d'une administration douanière appropriée, de sorte que les négociants n'aient pas à élaborer des ensembles de données distincts à des fins officielles;
- portent sur la majorité des transactions commerciales internationales.

Harmonisation des documents d'importation et des données (Canada, G/C/W/126)

2.5 Il faudrait harmoniser les documents d'importation et les données requis pour la mise en libre pratique des marchandises, en utilisant des normes internationales existantes, le cas échéant. Il pourrait être envisagé d'intensifier les efforts que déploient les pays partageant les mêmes

préoccupations (par exemple, le G7) pour harmoniser les éléments d'information électroniques et les normes de transmission électronique de données.

Instruments internationaux

2.6 Les instruments internationaux ci-après visent à réduire la quantité d'informations requises et/ou prévoient l'harmonisation des documents, des ensembles de données et des messages normalisés.

2.6.1 *Convention de Kyoto*

Convention de 1973 existante

Annexe A.1 (Formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises), norme n° 11:

"Lorsque les autorités douanières exigent un document pour la présentation des marchandises à la douane, elles acceptent que ce document ne contienne d'autres renseignements que ceux qui sont nécessaires pour identifier les marchandises et le moyen de transport."

Annexe B.1 (Mise à la consommation), norme n° 11:

"1) Les formules de déclaration de marchandises pour mise à la consommation doivent être conformes au modèle officiel déterminé par les autorités compétentes.

2) Les autorités compétentes doivent limiter leurs exigences en ce qui concerne les renseignements qui doivent être fournis dans la déclaration de marchandises, aux renseignements jugés indispensables pour permettre la liquidation et la perception des droits et taxes à l'importation, l'établissement des statistiques et l'application des autres prescriptions légales et réglementaires que la douane a la charge d'appliquer."

Annexe B.1 (Mise à la consommation), pratique recommandée n° 25:

"Les autorités douanières devraient permettre que dans le cas d'importations fréquentes de marchandises par une même personne, une seule déclaration de marchandises puisse couvrir les importations qui sont effectuées par cette personne pendant une période déterminée."

Annexe B.1 (Mise à la consommation), pratique recommandée n° 60:

"Lorsque les autorités douanières ont l'assurance que toutes les formalités de dédouanement pour mise à la consommation seront remplies ultérieurement par le déclarant, elles devraient accorder la mainlevée sous réserve que le déclarant produise un document commercial ou administratif contenant les principales données relatives à l'envoi en cause et acceptable par les autorités douanières."

Annexe C.1 (Exportation à titre définitif), norme n° 8:

"1) Les formules de déclaration de marchandises pour l'exportation à titre définitif sont conformes au modèle officiel déterminé par les autorités douanières.

2) Les autorités douanières limitent leurs exigences, en ce qui concerne les renseignements qui doivent être fournis, aux renseignements jugés indispensables

pour permettre la liquidation et la perception des droits et taxes à l'exportation éventuellement applicables, le remboursement ou l'exonération éventuel des droits et taxes internes, l'établissement des statistiques et l'application des autres prescriptions légales et réglementaires que la douane a la charge d'appliquer."

Proposition de Convention révisée

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme n° 11:

"1) Le contenu de la déclaration de marchandises est déterminé par la douane. Les déclarations de marchandises établies sur papier doivent être conformes à la formule-cadre des Nations Unies.

2) S'agissant de la procédure de dédouanement informatisée, la formule de déclaration de marchandises transmise par voie électronique doit être établie selon les normes internationales régissant la transmission électronique des données, comme indiqué dans les Recommandations du Conseil de coopération douanière relatives à la technologie de l'information."

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme n° 12:

"La douane doit limiter ses exigences, en ce qui concerne les renseignements qui doivent être fournis dans la déclaration de marchandises, aux renseignements jugés indispensables pour permettre la liquidation et la perception des droits et taxes, l'établissement des statistiques et l'application de la législation douanière."

2.6.2 *Recommandations de l'OMD*

- - Utilisation du répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU (UNTDDED);
- - Utilisation du Guide de l'OMD sur la cartographie des données pour les messages douaniers EDIFACT/ONU;
- - Déclaration unique de marchandises.

2.6.3 *Déclaration ministérielle de Columbus sur l'efficacité commerciale*

Recommandations destinées aux gouvernements, section B (Douanes), recommandation n° 6:

"[Les gouvernements, à travers leurs autorités douanières, devraient:] étudier de près la possibilité d'accélérer, autant que possible, le dédouanement des marchandises sur la base d'un minimum de renseignements essentiels. Ils devraient toutefois s'assurer que tous les renseignements nécessaires concernant la perception des taxes, la comptabilité et l'établissement de statistiques précises sont communiqués aux autorités douanières."

2.6.4 APEC: Plan d'action collectif du Sous-Comité des procédures douanières⁸

Objectif n° 10:

Éléments de données harmonisés de l'APEC⁹

Mettre au point un répertoire global fondé sur l'EDIFACT/ONU, constitué d'un ensemble simplifié d'éléments de données, provenant dans une large mesure des données disponibles sur les marchés, qui devrait permettre de satisfaire aux prescriptions en matière de données qui sont appliquées pour la plupart des transactions commerciales de l'APEC et, par ce biais, faciliterait l'échange d'informations, servirait de base à l'élaboration de formules communes et favoriserait le commerce électronique.

3. Adoption d'une présentation harmonisée des documents (CE, G/C/W/122)

3.1 En attendant l'utilisation généralisée des formes électroniques de messagerie, il restera nécessaire de présenter les données d'importation et d'exportation sur support papier. L'acceptation multilatérale du principe et de la forme du Document administratif unique (DAU) (fondé sur le système d'harmonisation des documents des Nations Unies, actuellement utilisé par plus de 60 pays, et sur l'outil normalisé utilisé par la CNUCED dans le cadre de son programme SYDONIA visant à rationaliser les procédures douanières dans les pays en développement) serait une mesure d'harmonisation internationale importante. Cette acceptation multilatérale devrait s'accompagner de nouveaux débats relatifs au DAU – et, éventuellement, d'une réduction de son contenu – au vu des progrès accomplis dans la réduction et l'harmonisation des ensembles de données. L'intégration dans le DAU d'éléments de la norme de l'OMD relative au document unique pour les marchandises serait également une mesure utile en vue d'obtenir un produit acceptable au niveau mondial.

Instruments internationaux

3.2 La plupart des instruments internationaux existants ne font pas référence au principe d'un document administratif unique, mais recommandent des prescriptions minimales en matière de données et/ou l'alignement de documents ou de séries de documents sur la formule-cadre des Nations Unies. Les dispositions pertinentes de ces instruments sont énumérées ci-après.

3.2.1 Convention de Kyoto

Convention de 1973 existante

Annexe B.1 (Mise à la consommation), norme n° 11¹⁰:

"1) Les formules de déclaration de marchandises pour mise à la consommation doivent être conformes au modèle officiel déterminé par les autorités compétentes.

⁸ D'autres initiatives sur l'harmonisation d'éléments de données pour les procédures douanières sont en cours au G7, ainsi que dans le cadre de l'ALENA (prototype d'automatisation du commerce nord-américain).

⁹ Cf. également le document G/C/W/115 de l'OMC, page 198.

¹⁰ La note n° 2 relative à la norme n° 11 laisse entendre que les parties contractantes peuvent recourir à la formule-cadre qui est conforme à la formule-cadre des Nations Unies.

2) Les autorités compétentes doivent limiter leurs exigences en ce qui concerne les renseignements qui doivent être fournis dans la déclaration de marchandises, aux renseignements jugés indispensables pour permettre la liquidation et la perception des droits et taxes à l'importation, l'établissement des statistiques et l'application des autres prescriptions légales et réglementaires que la douane a la charge d'appliquer."

Annexe C.1 (Exportation à titre définitif), pratique recommandée n° 9:

"Les autorités douanières qui envisagent de réviser les formules existantes ou d'élaborer de nouvelles formules de déclaration de marchandises pour l'exportation à titre définitif devraient recourir, dans la mesure du possible, à la formule-cadre figurant à l'Appendice I de la présente annexe, conformément aux notes figurant à l'Appendice II.¹¹"

Proposition de Convention révisée

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme n° 10, premier paragraphe:

"Le contenu de la déclaration de marchandises est déterminé par la douane. Les déclarations de marchandises établies sur papier doivent être conformes à la formule-cadre des Nations Unies."

3.2.2 *Recommandations de la CEE/ONU*¹²

Recommandation n° 1: Formule-cadre des Nations Unies pour les documents commerciaux

La formule-cadre des Nations Unies pour les documents commerciaux vise à fournir une base internationale pour la normalisation des documents utilisés dans le commerce et le transport international, ainsi que pour la présentation de ces documents sur un écran de visualisation. La formule-cadre des Nations Unies est particulièrement destinée à servir de base pour la création de séries alignées de formules utilisant une matrice (ou document de base) reproductible suivant la méthode de frappe unique de préparation des documents; elle peut également être utilisée comme modèle pour la présentation de l'affichage visuel dans les applications informatiques.

Recommandation n° 18: Mesures destinées à faciliter les procédures du commerce international

Groupe 9 – Mesures relatives à l'entrée et au transit

9.2 Alignement des déclarations en douane à l'importation

"Dans les différents pays, les déclarations en douane à l'importance devraient être alignées sur la formule-cadre des Nations Unies, compte tenu du modèle aligné pour la déclaration des marchandises défini dans l'Appendice 1 à l'Annexe B.1 à la Convention pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers adoptée à Kyoto en 1973."

¹¹ La formule-cadre proposée est conforme à la formule-cadre des Nations Unies.

¹² Les textes intégraux des recommandations de la CEE/ONU, y compris tous les renseignements généraux, sont accessibles sur Internet à l'adresse suivante: http://www.unicc.org/unece/trade/facil/bdy_recs.htm.

3.2.3 *Recommandation de l'OMD*

-- Déclaration unique de marchandises.

4. Reconnaissance mutuelle ou réciproque des documents (Suisse, réunion du 28 septembre 1998)

4.1 Envisager une reconnaissance mutuelle de documents comparables, en prévoyant éventuellement une marge de tolérance pour un nombre restreint de documents non comparables, afin de permettre aux négociants de présenter, dans la mesure du possible, la même série de documents à différentes administrations d'un Membre.

Instruments internationaux

4.2 La notion de reconnaissance mutuelle des documents est reprise dans les **recommandations de l'OMD** ci-après:

- Déclaration unique de marchandises;
- Exigences douanières en matière de factures commerciales;
- Adoption d'une formule normalisée de certificat d'origine.

5. Guichet unique pour la présentation des renseignements (CE, G/C/W/122)

5.1 Il faudrait trouver un accord sur le principe selon lequel la présentation des données ou des autres informations requises soit à l'exportation soit à l'importation, se fait en une seule fois et auprès d'un seul organisme (habituellement, les douanes ou un organisme chargé du commerce), qui veillera ensuite à la transmission des données aux autres organismes compétents, ainsi qu'à la coordination ultérieure entre les organismes. Un tel dispositif suppose naturellement la reconnaissance d'un ensemble de données convenu par les différents organismes publics concernés par une transaction à l'exportation ou à l'importation, plutôt que l'imposition de règles spécifiques non harmonisées. L'échange électronique de données est également un élément important dans le fonctionnement de dispositifs de ce type. Il conviendrait d'examiner les exceptions acceptables qu'il pourrait être nécessaire de faire à la règle du guichet administratif unique pour la présentation des renseignements.

Instruments internationaux

5.2 Il convient de noter, pour en délimiter la portée, que la notion de "guichet unique" ne semble pratique et faisable que dans un environnement électronique. Aucun instrument international qui prévoirait une approche à guichet unique n'a pu être recensé. Toutefois, une distinction utile a pu être établie entre les données et renseignements qui sont requis pour le dédouanement des marchandises et ceux qui ne le sont pas. Pour l'heure, le G7 a décidé d'inclure, dans son étude de faisabilité sur les autres départements/organismes publics, les domaines ci-après: alimentation, produits pharmaceutiques et médicaux, questions zoosanitaires et phytosanitaires et de quarantaine. Moyennant cette restriction, les instruments de l'OMD ci-après sont applicables.

5.2.1 *Convention de Kyoto*

Convention de 1973 existante

Annexe B.1 (Mise à la consommation), norme n° 11, deuxième paragraphe:

"Les autorités compétentes doivent limiter leurs exigences en ce qui concerne les renseignements qui doivent être fournis dans la déclaration de marchandises, aux renseignements jugés indispensables pour permettre la liquidation et la perception des droits et taxes à l'importation, l'établissement des statistiques et l'application des autres prescriptions légales et réglementaires que la douane a la charge d'appliquer."

Annexe C.1 (Exportation à titre définitif), norme n° 8, deuxième paragraphe:

"Les autorités douanières limitent leurs exigences, en ce qui concerne les renseignements qui doivent être fournis, aux renseignements jugés indispensables pour permettre la liquidation et la perception des droits et taxes à l'exportation éventuellement applicables, le remboursement ou l'exonération éventuel des droits et taxes internes, l'établissement des statistiques et l'établissement des autres prescriptions légales et réglementaires que la douane a la charge d'appliquer."

Proposition de Convention révisée

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme n° 12

"La douane doit limiter ses exigences, en ce qui concerne les renseignements qui doivent être fournis dans la déclaration de marchandises, aux renseignements jugés indispensables pour permettre la liquidation et la perception des droits et taxes, l'établissement des statistiques et l'application de la législation douanière."

6. La transaction intégrée continue (CE, G/C/W/122)

6.1 La transaction intégrée continue (parfois appelée transaction électronique continue) permet au négociant de présenter les données une seule fois, à l'exportation, ce qui réduit pour lui considérablement les frais qu'entraîne la transaction et le temps qui lui est consacré. Elle permet également à l'État d'exercer un contrôle beaucoup plus efficace sur les activités illicites, telles que la sous-facturation systématique, dans la mesure où elle rend possible la comparaison des données d'exportation et d'importation.

6.2 Il est probable que les transactions intégrées continues seront introduites progressivement aux niveaux bilatéral ou régional, quelle que soit l'action de l'OMC en matière d'harmonisation des données requises. Des principes de l'OMC (non-discrimination, droits d'accès pour toutes les entreprises pouvant remplir certaines conditions objectives, conditions de participation de pays tiers, etc.) pourraient être élaborés pour encourager et orienter au mieux la mise au point de dispositifs de ce type.

Instruments internationaux

6.3 Parmi les instruments existants qui favorisent une transaction intégrée continue figurent les suivants:¹³

¹³ À l'heure actuelle, un projet de prototype douanier est en train d'être mis au point entre le Royaume-Uni et les États-Unis, qui prévoient la transmission électronique de données minimales pour permettre

6.3.1 *Convention de Kyoto*

Convention de 1973 existante

Annexe J.1 (Applications douanières des ordinateurs), pratique recommandée n° 8:

"Les parties contractantes devraient veiller, sous réserve des conditions arrêtées par la législation nationale, à ce que les autorités douanières aient le droit de détenir des données pour leurs propres besoins et, le cas échéant, d'échanger ces données avec d'autres administrations douanières et avec toute autre partie concernée au moyen de techniques informatiques. De même, les autorités douanières devraient avoir accès aux systèmes informatiques des entreprises à des fins de vérification et de contrôle comptable.

Proposition de Convention révisée

Annexe générale, chapitre 6 (Contrôle douanier), norme n° 7:

"La douane cherche à coopérer avec les autres administrations douanières et à conclure des accords d'assistance mutuelle administrative pour renforcer les contrôles douaniers."

Annexe générale, chapitre 7 (Application de la technologie de l'information), norme n° 4:

"Toute législation nationale nouvelle ou révisée prévoit:

- des méthodes de commerce électronique comme solution alternative aux documents à établir sur papier;
- des méthodes d'authentification électronique ainsi que d'autres méthodes d'authentification sur support papier;
- le droit pour la douane de détenir des renseignements pour ses propres besoins et, le cas échéant, d'échanger ces renseignements avec d'autres administrations douanières et avec toute autre partie agréée dans les conditions prévues par la loi au moyen des techniques du commerce électronique."

6.3.2 *Déclaration ministérielle de Columbus sur l'efficacité commerciale*

Recommandations destinées aux gouvernements, section B (Douanes), recommandation n° 15:

"Améliorer les contrôles douaniers et faciliter le dédouanement des marchandises à l'importation en étudiant la possibilité d'instaurer, à un niveau bilatéral (ou multilatéral), une transmission électronique systématique des données d'exportation provenant du pays exportateur à l'administration douanière du pays importateur, conformément aux lois et réglementations concernant la divulgation de l'information."

le départ à l'exportation et le dédouanement à l'importation à la frontière. Ce projet vise à faciliter le commerce en simplifiant les procédures douanières et en mettant au point des éléments de données normalisés pour le respect des prescriptions en matière d'importation et d'exportation. Il portera également sur la mise en commun de renseignements entre administrations douanières, permettant un plus grand respect des règles et une assistance mutuelle renforcée pour leur mise en application.

II. PROPOSITIONS CONCERNANT LES PROCÉDURES OFFICIELLES

1. Prévention des obstacles procéduraux non nécessaires (CE, G/C/W/122)

1.1 Il pourrait être envisagé de rendre l'article VIII:1 c) du GATT de 1994 pleinement opérationnel avec une disposition visant à en étendre le champ et à le renforcer, en faisant obligation aux Membres de l'OMC de réduire les procédures d'importation et d'exportation au strict minimum nécessaire à la mise en œuvre des contrôles légitimes et d'utiliser les procédures existantes les moins restrictives pour le commerce. Il pourrait être nécessaire de prévoir des dispositions définissant quels seraient les contrôles légitimes et quelle mise en œuvre de ces contrôles constituerait le "minimum nécessaire", en tenant compte des techniques de gestion fondées sur les risques, du respect des règles par les négociants, etc.

1.2 Une telle disposition serait comparable aux dispositions existant, par exemple, dans l'Accord sur les obstacles techniques au commerce concernant la prévention des obstacles techniques non nécessaires. Les autres recommandations des CE sur les prescriptions en matière de documents et de données d'importation et d'exportation constitueraient des moyens de prévention de ces obstacles procéduraux non nécessaires.

Instruments internationaux

1.3 Parmi les instruments internationaux existants qui prescrivent à leurs signataires de réduire au minimum les obstacles procéduraux figurent les suivants:

1.3.1 *Convention de Kyoto*

Convention de 1973 existante

Annexe A.1 (Formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises), norme n° 9:

"Le contrôle de la douane au regard des marchandises importées est réduit au minimum."

Annexe A.3 (Moyens de transport à usage commercial), norme n° 18:

"Le contrôle de la douane au regard du moyen de transport à usage commercial avant l'arrivée dans un bureau de douane désigné ou un autre lieu autorisé est réduit au minimum nécessaire pour assurer l'observation des lois et règlements que la douane est chargée d'appliquer."

Annexe F.7 (Transport des marchandises par cabotage), norme n° 25:

"Le contrôle de la douane applicable aux marchandises transportées sous le régime du cabotage est réduit au minimum nécessaire pour assurer l'observation des lois et règlements que la douane est chargée d'appliquer."

Proposition de Convention révisée

Annexe générale, chapitre 6 (Contrôle douanier), norme n° 2:

"Les contrôles douaniers sont limités au minimum nécessaire pour assurer l'application de la législation douanière."

Annexe générale, chapitre 6 (Contrôle douanier), norme n° 3:

"Pour l'application des contrôles douaniers, la douane fait appel à la gestion des risques."

1.3.2 *Convention internationale sur l'harmonisation des contrôles des marchandises aux frontières*

Article 2 (Objectif):

"Afin de faciliter la circulation internationale des marchandises, la présente Convention vise à réduire les exigences d'accomplissement des formalités ainsi que le nombre et la durée des contrôles par, notamment, la coordination nationale et internationale des procédures de contrôle et de leurs modalités d'application."

1.3.3 *Recommandations de la CEE/ONU sur la facilitation du commerce*

Recommandation n° 18: Mesures destinées à faciliter les procédures du commerce international

La Recommandation n° 18 décrit une série de mesures relatives à l'acheminement des marchandises, regroupées selon différentes phases d'une opération commerciale courante. Chaque section décrit le domaine d'application, rappelle quels sont les procédures et documents concernés et expose les problèmes particuliers pour lesquels des mesures de facilitation sont prévues.

2. Introduction du dédouanement automatisé (CE, G/C/W/122)

2.1 Les Membres devraient envisager des dispositions en vue d'adopter progressivement des systèmes électroniques pouvant se substituer de façon facultative aux systèmes sur papier, en appliquant les normes pertinentes reconnues à l'échelon international, telles que l'EDIFACT/ONU. Des dispositions pourraient également être prises pour que la mise en place de systèmes informatisés s'effectue en consultation avec toutes les parties intéressées, et que ces systèmes soient utilisés de façon coordonnée par tous les organismes s'occupant de la vérification ou de la collecte de renseignements sur l'importation et l'exportation, et à chaque étape de la chaîne du commerce et du transport. Il conviendrait d'adopter une approche globale, "holistique", pour tirer parti au maximum des systèmes informatisés. L'automatisation devrait logiquement suivre, et non précéder, d'autres initiatives visant à simplifier et à harmoniser les prescriptions.

Instruments internationaux

2.2 On trouvera ci-après les instruments existants prescrivant la mise en oeuvre du dédouanement automatisé.

2.2.1 *Convention de Kyoto*

Convention de 1973 existante

Annexe J.1 (Applications douanières des ordinateurs), pratique recommandée n° 7:

"Les autorités douanières devraient examiner, et le cas échéant, moderniser les procédures manuelles, les documents et les pratiques de codage en vigueur dans leurs pays avant d'adopter des techniques informatiques."

Annexe J.1 (Applications douanières des ordinateurs), pratique recommandée n° 10:

"Afin d'éviter chaque fois que possible tout chevauchement d'activités, les autorités douanières devraient consulter tant au niveau national qu'international les autres administrations, lorsque l'installation de systèmes est envisagée ou que des systèmes sont mis au point ou améliorés."

Proposition de Convention révisée

Annexe générale, chapitre 7 (Application de la technologie de l'information), norme n° 1:

"La douane utilise la technologie de l'information à l'appui des opérations douanières lorsqu'elle est efficace et rentable tant pour la douane que pour les milieux commerciaux."

Annexe générale, chapitre 7 (Application de la technologie de l'information), norme n° 3:

"La technologie de l'information est adoptée en concertation avec toutes les parties directement intéressées, dans la mesure du possible."

Annexe générale, chapitre 1 (Principes généraux), norme n° 3:

"La douane institue et entretient officiellement des relations d'ordre consultatif avec les entreprises afin de renforcer la coopération et de faciliter la participation en établissant, en fonction des dispositions nationales et des accords internationaux, les méthodes de travail les plus efficaces."

2.2.2 *Déclaration ministérielle de Columbus sur l'efficacité commerciale*

Recommandations destinées aux gouvernements, section B (Douanes), recommandation n° 3:

"Tirer parti au maximum des technologies de l'information pour aider les douanes à exécuter efficacement leurs tâches. Il faudrait mettre au point des applications informatiques pour le traitement douanier des transactions commerciales et financières, en tenant compte de l'expérience de tous les pays. Il faudrait envisager, selon les possibilités, d'appliquer le Programme de la CNUCED relatif à l'informatisation et à la réforme des douanes, dénommé Système douanier automatisé (SYDONIA). Il faudrait en outre élaborer et offrir aux intermédiaires du commerce des interfaces informatiques (faisant appel aux normes EDIFACT/ONU d'échange de données) qui permettent l'envoi des manifestes, des déclarations de marchandises, etc., par des moyens électroniques."

2.2.3 *Recommandations de la CEE/ONU*

Recommandation n° 18: Mesures destinées à faciliter les procédures du commerce international

Groupe 9 – Mesures relatives à l'entrée et au transit

9.4 Acceptation des déclarations en douane de marchandises et autres documents établis sous forme informatisée

"Les autorités douanières des pays importateurs devront appliquer la Recommandation (16 juin 1981) du Conseil de coopération douanière concernant la transmission et l'authentification des déclarations de marchandises qui sont traitées par ordinateur. En conséquence et compte tenu des conditions fixées par les autorités douanières, celles-ci devront:

1. Offrir aux déclarants la possibilité de transmettre à la douane, par des moyens électroniques ou d'autres moyens automatiques, les déclarations de marchandises destinées à être traitées automatiquement. Cette transmission des déclarations peut être effectuée soit par liaison directe entre les systèmes informatiques de la douane et ceux des déclarants, soit au moyen de supports de données magnétiques ou autres supports de données TAI.

2. Accepter que les déclarations de marchandises qui sont transmises à la douane par des moyens électroniques ou d'autres moyens automatiques soient authentifiées autrement que par la signature manuscrite."

3. Traitement avant l'arrivée, contrôles et vérification après dédouanement (CE, G/C/W/122)

3.1 Il conviendrait d'élaborer des dispositions de l'OMC qui intégreraient la Convention de Kyoto révisée afin de promouvoir progressivement l'adoption universelle des notions modernes que sont le traitement avant l'arrivée, et les contrôles et la vérification après dédouanement, ainsi que d'orienter leur évolution d'une manière équitable et favorable aux échanges. Les questions commerciales qui devraient être traitées dans cet ensemble de dispositions seraient notamment: la définition et la portée de ces systèmes, les critères de sélection des négociants qui en bénéficieraient (pour que soient sélectionnés non seulement les grandes sociétés, mais bien tous les négociants capables de satisfaire à des critères objectifs de compétence et de respect des prescriptions); la manière de garantir leur application aux fins du contrôle (l'intérêt de procéder à des contrôles sur la base de vérifications disparaît si ces contrôles ne s'appliquent, par exemple, que pour calculer des droits, alors que la vérification de l'origine, la présentation de licences ou la collecte de renseignements statistiques continuent à nécessiter un dédouanement opération par opération), ou le moyen d'assurer la souplesse nécessaire pour que les administrations douanières puissent opérer en fonction des circonstances locales. On pourrait envisager également de définir la portée des procédures de vérification: la CEE/ONU et l'OMD sont en train de mettre au point, dans ce domaine, des recommandations qui pourraient servir de référence.

Instruments internationaux

3.2 Parmi les instruments internationaux prévoyant l'adoption de notions telles que le traitement avant l'arrivée ou les contrôles et la vérification après dédouanement, figurent les suivants:

3.2.1 *Convention de Kyoto*

Convention de 1973 existante

Annexe J.1 (Applications douanières des ordinateurs), pratique recommandée n° 12:

"Aux fins du contrôle de la douane, les autorités douanières devraient recourir à des accords d'assistance administrative en vue de faciliter la vérification des systèmes informatiques commerciaux implantés dans les autres États."

Annexe J.1 (Applications douanières des ordinateurs), pratique recommandée n° 17:

"Les autorités douanières devraient envisager d'établir et d'appliquer des critères de sélection dans le cadre du traitement automatisé des données en vue, particulièrement, de faciliter l'identification des déclarations à examiner et des envois à vérifier."

Annexe B.1 (Mise à la consommation), pratique recommandée n° 24:

"Le déclarant devrait être autorisé à déposer une déclaration de marchandises pour mise à la consommation dans un bureau de douane compétent avant l'arrivée des marchandises audit bureau."

Proposition de Convention révisée¹⁴

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme n° 25:

"La législation nationale prévoit les conditions du dépôt ou de l'enregistrement ou de l'examen de la déclaration de marchandises et des documents justificatifs avant l'arrivée des marchandises."

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme transitoire n° 32:

"Pour les personnes agréées qui remplissent certains critères fixés par la douane, notamment du fait qu'elles ont des antécédents satisfaisants en matière douanière et utilisent un système efficace pour la gestion de leurs écritures commerciales, la douane met en place:

¹⁴ Lors de la troisième réunion du Groupe de travail de Kyoto, il a été décidé de mettre au point des principes directeurs qui porteraient sur tous les aspects du contrôle des douanes. Ces principes directeurs, qui devraient être adoptés par l'OMD en avril 1999, devraient donner un aperçu exhaustif des meilleures pratiques et questions que toute administration des douanes moderne se doit de traiter dans son programme de contrôle. Les principes directeurs seront censés promouvoir, notamment: i) le passage des procédures de contrôle fondées sur les transactions aux contrôles fondés sur des audits comme, par exemple, le passage de l'adoption de procédures simplifiées à l'autorisation d'une évaluation par le négociant lui-même; ii) l'évaluation des risques; iii) des indicateurs de résultats et du degré d'application des prescriptions pour que le programme reste efficace et utile; iv) la coopération entre les douanes et les milieux commerciaux; v) l'assistance mutuelle entre autorités douanières, et vi) l'utilisation des technologies de l'information. Les principes directeurs insistent en outre sur le fait que la mise en œuvre d'un programme de contrôle douanier moderne requiert le soutien continu des cadres supérieurs, un personnel suffisamment formé, motivé et rémunéré, ainsi qu'une législation, une organisation et des procédures appropriées. Le contenu de ces principes directeurs renvoie également à d'autres propositions figurant dans cette section, soit aux numéros II:2-7, 9 et III:4 et 5.

- la mainlevée des marchandises sur la base du minimum de renseignements nécessaires pour identifier les marchandises et permettre l'établissement ultérieur de la déclaration de marchandises définitive;
- le dédouanement des marchandises dans les locaux du déclarant ou en tout autre lieu agréé par la douane;

et, de plus, dans la mesure du possible, d'autres procédures spéciales telles que:

- le dépôt d'une seule déclaration de marchandises pour toutes les importations ou exportations effectuées pendant une période déterminée, lorsque ces opérations sont réalisées fréquemment par la même personne;
- la possibilité pour les personnes agréées de liquider elles-mêmes les droits et taxes en se référant à leurs propres écritures commerciales, sur lesquelles la douane s'appuie le cas échéant pour vérifier l'application d'autres règlements;
- le dépôt de la déclaration des marchandises au moyen d'une mention dans les écritures de la personne agréée à compléter ultérieurement par une déclaration de marchandises complémentaire.
- la déclaration des marchandises au moyen d'une mention dans les écritures de la personne agréée à compléter ultérieurement par une déclaration de marchandises complémentaire."

Annexe générale, chapitre 6 (Contrôle douanier), norme n° 6:

"Les systèmes de contrôle douanier incluent les contrôles par audit."

3.2.2 *Déclaration ministérielle de Columbus sur l'efficacité commerciale*

Recommandations destinées aux gouvernements, section B (Douanes), recommandation n° 5:

"Prendre des mesures pour offrir des moyens et services de traitement des opérations avant l'arrivée des marchandises, ce qui peut procurer d'importants avantages sur le plan de la facilitation du commerce et qui, moyennant des garanties appropriées, ne compromet nullement les fonctions de contrôle incombant aux douanes. La transmission électronique des données de préarrivée des marchandises facilite encore plus ce processus."

3.2.3 *Recommandations de la CEE/ONU*

Recommandation n° 18: Mesures destinées à faciliter les procédures du commerce international

Groupe 9 – Mesures relatives à l'entrée et au transit

9.5 Dépôt périodique des déclarations d'importation par des moyens informatiques

"Les transitaires/agents en douane des importateurs devraient étudier les avantages du dépôt périodique des déclarations d'importation (y compris pour les marchandises qui sont passées par des entrepôts de douane fictifs) sous forme informatisée lisible."

9.9 Remise des marchandises sans production de documents de transport

"Les autorités nationales des pays importateurs devraient modifier les règlements, lorsque cela s'avère nécessaire, afin de permettre la remise des marchandises à l'importateur sans qu'il y ait lieu de fournir un connaissement ou tout autre document de transport. Lorsque des documents de transport doivent être utilisés afin de répondre aux règlements d'importation, la raison devrait en être recherchée et des méthodes de remplacement devraient, si possible, être adoptées."

9.13 Paiement différé des droits

"Les autorités nationales devraient, quand cela est nécessaire, promulguer des dispositions permettant aux autorités douanières d'accorder des facilités de report de paiement à toutes les personnes qui fournissent une garantie adéquate couvrant le montant des droits et taxes à recouvrer, ou qui peuvent être agréées d'une autre manière par les douanes."

9.15 Dépôt anticipé des déclarations douanières

"Les autorités douanières devraient étudier les avantages qu'il y aurait à autoriser le dépôt et l'examen anticipés des déclarations douanières, sans préjudice des dispositions applicables à l'acceptation de ces déclarations, de façon à permettre que les marchandises soient dédouanées immédiatement après leur arrivée au port, au point de franchissement de la frontière, dans un dépôt intérieur ou en tout autre lieu approprié (par exemple, les locaux de l'importateur)."

9.16 Systèmes de mainlevée immédiate

"Les autorités douanières devraient étudier les avantages des systèmes de mainlevée immédiate pour le dédouanement qui permettraient aux marchandises d'être transportées directement jusqu'aux locaux de l'importateur pour usage immédiat, sur présentation d'un document douanier simplifié, ou d'un document administratif ou commercial qui permette d'identifier les marchandises considérées. Cette mainlevée serait accordée sous réserve de la présentation ultérieure d'une déclaration proprement dite, qui peut être établie sous forme lisible par machine. La mainlevée devrait intervenir sans préjudice d'éventuels contrôles douaniers ultérieurs, y compris les contrôles périodiques des marchandises et des dossiers de l'importateur dans ses locaux."

9.17 Contrôle douanier dans les locaux de l'importateur

"Pour réduire les problèmes d'engorgement, les autorités douanières devraient étudier les systèmes par lesquels les importateurs agréés sont autorisés à transporter des unités de charge scellées dans leurs locaux, sous le couvert d'une note de mainlevée; pendant ce temps, la déclaration en douane est déposée auprès du bureau local des douanes dont relève l'importateur et les marchandises peuvent être mises à consommation si la douane n'a pas visité le local pour les inspecter dans un délai court spécifié."

9.18 Entrée sous le couvert de listes périodiques

"Les autorités douanières devraient étudier les avantages de l'autorisation donnée aux importateurs agréés de faire passer en douane les marchandises sous le couvert d'une

déclaration d'importation partiellement remplie, complétée ultérieurement par une déclaration périodique – qui peut être établie sous forme lisible par machine – contenant des informations complètes sur toutes les marchandises importées au cours de la période."

4. Négociants agréés (CE, G/C/W/122)

4.1 Il conviendrait d'envisager l'adoption de mesures qui permettraient à des sociétés de toutes les tailles, y compris les PME, répondant à certains critères objectifs, de bénéficier du statut de négociants agréés. L'OMC devrait être prête à élaborer les critères nécessaires pour faire en sorte que les systèmes de négociants agréés soient compatibles avec les règles de l'OMC, n'opèrent pas de discrimination entre négociants fondés sur la dimension ou sur l'origine et réduisent le plus possible les obstacles au commerce.

4.2 Un accord entre les gouvernements des États membres au sujet des critères d'éligibilité, de la nature et de l'ampleur des avantages à accorder aux négociants agréés, qui n'en réserverait pas moins la souplesse nécessaire aux administrations douanières, serait également une étape importante pour faciliter le déroulement, entre administrations, de transactions intégrées continues, tributaires d'une norme et d'hypothèses de base communes.

Instruments internationaux

4.3 Parmi les dispositions existantes qui reprennent la notion de négociant agréé figurent les suivantes:

4.3.1 Convention de Kyoto

Convention de 1973 existante

Néant.

Proposition de Convention révisée

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme transitoire n° 32:

"Pour les personnes agréées qui remplissent certains critères fixés par la douane, notamment du fait qu'elles ont des antécédents satisfaisants en matière douanière et utilisent un système efficace pour la gestion de leurs écritures commerciales, la douane met en place:

- la mainlevée des marchandises sur la base du minimum de renseignements nécessaires pour identifier les marchandises et permettre l'établissement ultérieur de la déclaration de marchandises définitive;
- le dédouanement des marchandises dans les locaux du déclarant ou en tout autre lieu agréé par la douane;

et, de plus, envisage la mise en place d'autres procédures spéciales telles que:

- le dépôt d'une seule déclaration de marchandises pour toutes les importations ou exportations effectuées pendant une période déterminée, lorsque ces opérations sont réalisées fréquemment par la même personne;

- la possibilité pour les personnes agréées de liquider elles-mêmes les droits et taxes en se référant à leurs propres écritures commerciales, sur lesquelles la douane s'appuie le cas échéant pour vérifier l'application d'autres règlements;
- le dépôt de la déclaration des marchandises au moyen d'une mention dans les écritures de la personne agréée à compléter ultérieurement par une déclaration de marchandises complémentaire."

4.3.2 *Recommandations de la CEE/ONU*

Recommandation n° 18: Mesures destinées à faciliter les procédures du commerce international

Groupe 9 – Mesures relatives à l'entrée et au transit

9.17 Contrôle douanier dans les locaux de l'importateur

"Pour réduire les problèmes d'engorgement, les autorités douanières devraient étudier les systèmes par lesquels les importateurs agréés sont autorisés à transporter des unités de charge scellées dans leurs locaux, sous le couvert d'une note de mainlevée; pendant ce temps, la déclaration en douane est déposée auprès du bureau local des douanes dont relève l'importateur et les marchandises peuvent être mises à consommation si la douane n'a pas visité le local pour les inspecter dans un délai court spécifié."

9.18 Entrée sous le couvert de listes périodiques

"Les autorités douanières devraient étudier les avantages de l'autorisation donnée aux importateurs agréés de faire passer en douane les marchandises sous le couvert d'une déclaration d'importation partiellement remplie, complétée ultérieurement par une déclaration périodique – qui peut être établie sous forme lisible par machine – contenant des informations complètes sur toutes les marchandises importées au cours de la période."

5. **Rationalisation des interventions officielles à la frontière¹⁵**

Dédouanement en un seul point (CE, G/C/W/122)

5.1 Pour compléter les propositions relatives à la coordination de l'envoi de renseignements aux différents organismes publics, il faudrait envisager des dispositions prévoyant, en particulier au stade de l'importation, que les marchandises ne soient soumises qu'à une seule intervention matérielle, généralement assurée par les douanes pour le compte d'autres organismes. Les administrations garantiraient, avec le temps, un degré de coordination et de délégation des contrôles aux douanes pour que toutes les vérifications (comme, par exemple, les renseignements et la certification en matière de santé et de sécurité, le contrôle des sanctions, la vérification des droits de propriété intellectuelle (DPI), l'examen des licences d'importation ou la vérification des subventions à l'exportation) ne soient effectuées qu'une fois. L'objectif général devrait être d'élaborer une norme pour cette intégration, assortie d'éventuelles exceptions (lorsque les autorités douanières pourraient ne pas être qualifiées pour assurer certaines fonctions spécialisées précises), tout en confiant clairement la charge de la

¹⁵ Cette proposition est en rapport étroit avec les propositions I:6 (Guichet unique pour la présentation des renseignements) et I:7 (La transaction intégrée continue), qui traitent de la coopération concernant les prescriptions en matière de renseignements.

preuve à l'administration qui tenterait de conserver des fonctions de contrôle distinctes ou non harmonisées.

Coordination des organismes à la frontière (Canada, G/C/W/126)

5.2 Les Membres de l'OMC pourraient voir si des règles pourraient être établies afin d'assurer que les activités et les prescriptions de tous les organismes présents aux frontières soient coordonnées d'une manière propre à faciliter les échanges. On pourrait, par exemple, faire un usage maximal d'un ensemble de données qui a fait l'objet d'une harmonisation entre les divers organismes présents aux frontières d'un pays. Cette méthode du "guichet unique" se prête également très bien aux technologies électroniques.

Instruments internationaux

5.3 Les dispositions internationales ci-après visent à rationaliser les interventions officielles à la frontière, ainsi qu'il est indiqué dans les propositions ci-dessus. L'on trouvera également des dispositions traitant de la coopération dans la mise en œuvre à la frontière de procédures officielles par les autorités douanières. S'agissant de la mise en commun de renseignements, les questions de coopération entre douanes sont abordées au titre des propositions I:6 (Guichet unique pour la présentation des renseignements) et I:7 (La transaction intégrée continue).

5.3.1 *Convention de Kyoto*

Convention de 1973 existante

Annexe B.1 (Mise à la consommation), pratique recommandée n° 4:

"Lorsque des bureaux de douane correspondants sont situés sur une frontière commune, les autorités douanières des deux pays concernés devraient, dans la mesure du possible, harmoniser les jours et heures d'ouverture ainsi que la compétence de ces bureaux."

Annexe B.1 (Mise à la consommation), pratique recommandée n° 34:

"Lorsque les marchandises doivent également être soumises à un contrôle par d'autres autorités compétentes (contrôles vétérinaire, sanitaire, phytopathologique, etc.) la douane devrait, dans la mesure du possible, procéder aux vérifications qui lui incombent en même temps que les autres autorités effectuent leurs contrôles."

Annexe C.1 (Exportation à titre définitif), norme n° 5:

"Lorsque des bureaux de douane correspondants sont situés sur une frontière commune, les autorités douanières des pays concernés harmonisent, dans la mesure du possible, les jours et heures d'ouverture ainsi que la compétence de ces bureaux."

Proposition de Convention révisée

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme n° 3:

"Lorsque des bureaux de douane sont situés au même point de passage, les administrations des douanes concernées harmonisent les heures d'ouverture ainsi que la compétence de ces bureaux."

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme transitoire n° 4:

"Aux points de passage des frontières communes, les administrations des douanes concernées effectuent, chaque fois que possible, les contrôles en commun."

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme transitoire n° 5:

"Lorsque la douane souhaite établir un nouveau bureau de douane ou transformer un bureau existant à un point de passage commun, elle collabore, chaque fois que possible, avec la douane voisine en vue d'établir un bureau de douane juxtaposé permettant de faciliter les contrôles communs."

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme transitoire n° 35:

"Lorsque les marchandises doivent être soumises à un contrôle par d'autres autorités compétentes et que la douane prévoit également une vérification, cette dernière prend les dispositions utiles pour une intervention coordonnée, et si possible simultanée, des contrôles."

5.3.2 *Convention internationale sur l'harmonisation des contrôles des marchandises aux frontières*

Article 4 (Coordination des contrôles):

"Les parties contractantes s'engagent dans la mesure du possible à organiser de façon harmonisée l'intervention des services douaniers et des autres services de contrôle."

Annexe 1 (Harmonisation des contrôles douaniers et des autres contrôles):

Article premier (Principes):

- "1. Compte tenu de la présence de la douane à toutes les frontières et du caractère général de son intervention, les autres contrôles sont dans la mesure du possible organisés de façon harmonisée avec les contrôles douaniers.
2. En application de ce principe, il est possible le cas échéant d'effectuer tout ou partie de ces contrôles ailleurs qu'à la frontière, pourvu que les procédures utilisées contribuent à faciliter la circulation internationale des marchandises."

Article 2:

- "1. La douane sera tenue exactement informée des prescriptions légales ou réglementaires pouvant entraîner l'intervention de contrôles autres que douaniers.
2. Lorsque d'autres contrôles sont jugés nécessaires, la douane veillera à ce que les services intéressés en soient avisés et elle coopérera avec eux."

Article 3 (Organisation des contrôles):

- "1. Lorsque plusieurs contrôles doivent être effectués en un même lieu, les services compétents prendront toutes dispositions utiles pour les effectuer si possible en une seule fois avec le minimum de délai. Ils s'efforceront de coordonner leurs exigences en matière de documents et d'informations.

2. En particulier, les services compétents prendront toutes dispositions utiles pour que le personnel et les installations nécessaires soient disponibles au lieu où s'effectuent les contrôles.

3. La douane pourra, par délégation expresse des services compétents, effectuer pour leur compte tout ou partie des contrôles dont ces services ont la charge. En ce cas, ces services veilleront à fournir à la douane les moyens nécessaires."

Article 4 (Résultat des contrôles):

"1. Pour tous les aspects visés par la présente Convention, les services de contrôle et la douane échangeront toutes les informations utiles dans les plus brefs délais possibles en vue de garantir l'efficacité des contrôles.

2. Sur la base des résultats des contrôles effectués, le service compétent décidera du sort qu'il entend réserver aux marchandises, et il en informera si nécessaire les services compétents pour les autres contrôles. Sur la base de cette décision, la douane affectera aux marchandises le régime douanier approprié."

La Convention contient également des annexes concernant l'inspection médico-sanitaire (annexe 2), l'inspection vétérinaire (annexe 3), l'inspection phytosanitaire (annexe 4), le contrôle de la conformité aux normes techniques (annexe 5) et le contrôle de la qualité (annexe 6), qui établissent des procédures particulières pour ces inspections.

5.3.3 *Déclaration ministérielle de Columbus sur l'efficacité commerciale*

Recommandations destinées aux gouvernements, section B (Douanes), recommandation n° 7:

"[Les gouvernements, à travers leurs autorités douanières, devraient:] rationaliser le processus de dédouanement des marchandises, qui nécessite fréquemment l'intervention de plusieurs organismes gouvernementaux outre les douanes, en assurant une coordination entre les divers organismes concernés ou en confiant la responsabilité de toutes les opérations de sortie ou d'entrée à une seule et même autorité, à savoir les douanes."

6. Démarches à distance et procédures de dédouanement simplifiées (CE, G/C/W/122)

6.1 On pourrait envisager des dispositions de l'OMC au titre desquelles des systèmes seraient mis en place par les Membres de l'OMC, à titre de solution facultative pour les négociants, sur la base des dispositions pertinentes de la Convention de Kyoto révisée, leur permettant de remettre les documents douaniers et autres ailleurs qu'au point d'exportation ou d'arrivée des marchandises et de les dédouaner dans un lieu autre que le bureau de douane.

Instruments internationaux

6.2 Pour l'heure, aucun instrument international ne prévoit de démarches à distance ni le dédouanement dans un lieu autre que le bureau de douane. Les normes sur le dédouanement figurant dans la Convention de Kyoto existante ne font que tenir compte de ces notions. La Convention de Kyoto révisée vise à en promouvoir l'utilisation.

6.2.1 *Convention de Kyoto*

Convention de 1973 existante

Annexe B.1 (Mise à la consommation), norme n° 3:

"Les autorités douanières désignent les bureaux de douane dans lesquels les marchandises peuvent être dédouanées pour mise à la consommation. Elles déterminent la compétence respective de ces bureaux de douane et en fixent les jours et heures d'ouverture en tenant compte notamment des nécessités particulières du commerce et de l'industrie."

Annexe C.1 (Exportation à titre définitif), norme n° 3:

"Les autorités douanières désignent les bureaux de douane dans lesquels les marchandises peuvent être dédouanées pour l'exportation à titre définitif. Elles déterminent la compétence respective de ces bureaux de douane et en fixent les jours et heures d'ouverture en tenant compte notamment des nécessités particulières du commerce, de l'industrie et des transports."

Proposition de Convention révisée

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme n° 1:

"La douane désigne les bureaux de douane dans lesquels les marchandises peuvent être fabriquées ou dédouanées. Elle détermine la compétence et l'implantation de ces bureaux de douane et en fixe les jours et heures d'ouverture en tenant compte notamment des nécessités du commerce."

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme n° 2:

"Sur demande de la personne intéressée et pour des raisons jugées valables par la douane, cette dernière s'acquitte des fonctions qui lui incombent aux fins d'un régime douanier en dehors des heures d'ouverture désignées par l'administration ou dans un lieu autre que le bureau de douane, dans la mesure des ressources disponibles. Les frais éventuels à percevoir par la douane sont limités au coût approximatif des services rendus."

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme n° 20:

"La douane permet le dépôt de la déclaration de marchandises dans tous les bureaux désignés."

6.2.2 *Recommandations de la CEE/ONU*

Recommandation n° 18: Mesures destinées à faciliter les procédures du commerce international

Groupe 9 – Mesures relatives à l'entrée et au transit

9.16 Systèmes de mainlevée immédiate

"Les autorités douanières devraient étudier les avantages des systèmes de mainlevée immédiate pour le dédouanement qui permettraient aux marchandises d'être

transportées directement jusqu'aux locaux de l'importateur pour usage immédiat, sur présentation d'un document douanier simplifié, ou d'un document administratif ou commercial qui permette d'identifier les marchandises considérées. Cette mainlevée serait accordée sous réserve de la présentation ultérieure d'une déclaration proprement dite, qui peut être établie sous forme lisible par machine. La mainlevée devrait intervenir sans préjudice d'éventuels contrôles douaniers ultérieurs, y compris les contrôles périodiques des marchandises et des dossiers de l'importateur dans ses locaux."

9.17 Contrôle douanier dans les locaux de l'importateur

"Pour réduire les problèmes d'engorgement, les autorités douanières devraient étudier les systèmes par lesquels les importateurs agréés sont autorisés à transporter des unités de charge scellées dans leurs locaux, sous le couvert d'une note de mainlevée; pendant ce temps, la déclaration en douane est déposée auprès du bureau local des douanes dont relève l'importateur et les marchandises peuvent être mises à consommation si la douane n'a pas visité le local pour les inspecter dans un délai court spécifié."

6.2.3 APEC: Plan d'action collectif du Sous-Comité des procédures douanières

Objectif n° 3: Simplification et harmonisation fondées sur la Convention de Kyoto

Améliorer l'efficacité dans le dédouanement et la livraison des marchandises au bénéfice des importateurs, des exportateurs et des fabricants, par la mise en oeuvre de procédures douanières simplifiées et des meilleures pratiques.

7. Mise en libre pratique des marchandises (Canada, G/C/W/126)

7.1 Les marchandises devraient être mises en libre pratique aussi rapidement que possible, sur présentation et acceptation des pièces et données requises. Le dédouanement pourrait être accéléré grâce aux méthodes suivantes:

- présentation, avant l'arrivée ou au moment de l'arrivée, d'un minimum de pièces et de données, puis compte rendu comptable et vérifications après l'admission; ou
- présentation, avant l'arrivée ou au moment de l'arrivée, de pièces et de données plus détaillées n'exigeant pas nécessairement un compte rendu comptable et des vérifications après l'admission.

7.2 Les administrations douanières pourront appliquer ces deux méthodes en fonction de la nature des activités commerciales des clients, de ses procédures comptables, de son respect des règles, etc. Ce qui importe, c'est la mise en application de méthodes qui soient adaptées aux diverses marchandises et aux divers négociants et qui soient de nature à accélérer le dédouanement.

Instruments internationaux

7.3 Parmi les instruments internationaux prévoyant une mise en libre pratique rapide des marchandises figurent les suivants:

7.3.1 *Convention de Kyoto*

Convention de 1973 existante

Annexe B.1 (Mise à la consommation), norme n° 15:

"À l'appui de la déclaration de marchandises, les autorités douanières n'exigent que les documents qu'elles jugent indispensables pour permettre le contrôle de l'opération et pour s'assurer que toutes les prescriptions relatives à l'application des restrictions ou d'autres dispositions prévues ont été observées."

Annexe B.1 (Mise à la consommation), pratique recommandée n° 24:

"Le déclarant devrait être autorisé à déposer une déclaration de marchandises pour mise à la consommation dans un bureau de douane compétent avant l'arrivée des marchandises audit bureau."

Proposition de Convention révisée

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme n° 12:

"La douane doit limiter ses exigences, en ce qui concerne les renseignements qui doivent être fournis dans la déclaration de marchandises, aux renseignements jugés indispensables pour permettre la liquidation et la perception des droits et taxes, l'établissement des statistiques et l'application de la législation douanière."

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme n° 14, deuxième paragraphe:

"La mainlevée des marchandises n'est pas différée à condition que la garantie éventuellement exigée ait été fournie pour assurer le recouvrement des droits et taxes exigibles."

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme n° 25:

"La législation nationale prévoit les conditions du dépôt et de l'enregistrement ou de l'examen de la déclaration de marchandises et des documents justificatifs avant l'arrivée des marchandises."

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme n° 31:

"La douane limite ses opérations en vue de l'examen de la déclaration de marchandises à celles qu'elle juge indispensables pour assurer l'application de la législation douanière."

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme transitoire n° 32:

"Pour les personnes agréées qui remplissent certains critères fixés par la douane, notamment du fait qu'elles ont des antécédents satisfaisants en matière douanière et utilisent un système efficace pour la gestion de leurs écritures commerciales, la douane met en place:

- la mainlevée des marchandises sur la base du minimum de renseignements nécessaires pour identifier les marchandises et permettre l'établissement ultérieur de la déclaration de marchandises définitive;
- le dédouanement des marchandises dans les locaux du déclarant ou en tout autre lieu agréé par la douane;

et, de plus, envisage la mise en place d'autres procédures spéciales telles que:

- le dépôt d'une seule déclaration de marchandises pour toutes les importations ou exportations effectuées pendant une période déterminée, lorsque ces opérations sont réalisées fréquemment par la même personne;
- la possibilité pour les personnes agréées de liquider elles-mêmes les droits et taxes en se référant à leurs propres écritures commerciales, sur lesquelles la douane s'appuie le cas échéant pour vérifier l'application d'autres règlements;
- le dépôt de la déclaration des marchandises au moyen d'une mention dans les écritures de la personne agréée à compléter ultérieurement par une déclaration de marchandises complémentaire."

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme n° 33:

"Lorsque la douane décide de soumettre les marchandises déclarées à une vérification, celle-ci intervient le plus tôt possible après l'enregistrement de la déclaration de marchandises."

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme n° 41:

"Lorsque la douane a l'assurance que toutes les formalités de dédouanement seront remplies ultérieurement par le déclarant, elle accorde la mainlevée sous réserve que le déclarant produise un document commercial ou administratif contenant les principales données relatives à l'envoi en cause et acceptable par la douane ainsi qu'une garantie, le cas échéant, en vue d'assurer le recouvrement des droits et taxes exigibles."

7.3.2 *Déclaration ministérielle de Columbus sur l'efficacité commerciale*

Recommandations destinées aux gouvernements, section B (Douanes), recommandation n° 6:

"[Les gouvernements, à travers leurs autorités douanières, devraient:] étudier de près la possibilité d'accélérer, autant que possible, le dédouanement des marchandises sur la base d'un minimum de renseignements essentiels. Ils devraient toutefois s'assurer que tous les renseignements nécessaires concernant la perception des taxes, la comptabilité et l'établissement de statistiques précises sont communiqués aux autorités douanières."

7.3.3 *Recommandations de la CEE/ONU*

Recommandation n° 18: Mesures destinées à faciliter les procédures du commerce international

Groupe 9 – Mesures relatives à l'entrée et au transit

9.9 Remise des marchandises sans production de documents de transport

"Les autorités nationales des pays importateurs devraient modifier les règlements, lorsque cela s'avère nécessaire, afin de fournir un connaissance ou tout autre document de transport. Lorsque des documents de transport doivent être utilisés afin de répondre aux règlements d'importation, la raison devrait en être recherchée et des méthodes de remplacement devraient, si possible, être adoptées."

9.15 Dépôt anticipé des déclarations douanières

"Les autorités douanières devraient étudier les avantages qu'il y aurait à autoriser le dépôt et l'examen anticipés des déclarations douanières, sans préjudice des dispositions applicables à l'acceptation de ces déclarations, de façon à permettre que les marchandises soient dédouanées immédiatement après leur arrivée au port, au point de franchissement de la frontière, dans un dépôt intérieur ou en tout autre lieu approprié (par exemple, les locaux de l'importateur)."

9.16 Systèmes de mainlevée immédiate

"Les autorités douanières devraient étudier les avantages des systèmes de mainlevée immédiate pour le dédouanement qui permettraient aux marchandises d'être transportées directement jusqu'aux locaux de l'importateur pour usage immédiat, sur présentation d'un document douanier simplifié, ou d'un document administratif ou commercial qui permette d'identifier les marchandises considérées. Cette mainlevée serait accordée sous réserve de la présentation ultérieure d'une déclaration proprement dite, qui peut être établie sous forme lisible par machine. La mainlevée devrait intervenir sans préjudice d'éventuels contrôles douaniers ultérieurs, y compris les contrôles périodiques des marchandises et des dossiers de l'importateur dans ses locaux."

9.18 Entrée sous le couvert de listes périodiques

"Les autorités douanières devraient étudier les avantages de l'autorisation donnée aux importateurs agréés de faire passer en douane les marchandises sous le couvert d'une déclaration d'importation partiellement remplie, complétée ultérieurement par une déclaration périodique – qui peut être établie sous forme lisible par machine – contenant des informations complètes sur toutes les marchandises importées au cours de la période."

8. Délais de dédouanement (CE, G/C/W/122)

8.1 Il faudrait envisager de fixer, à titre de norme, un délai impératif pour le dédouanement ordinaire, en prévoyant une marge de flexibilité, tant pour les circonstances exceptionnelles que pour les marchandises qui sortent du cadre des procédures ordinaires de dédouanement, qu'il conviendrait de définir.

8.2 À l'heure actuelle, il n'existe pas d'instruments internationaux prévoyant des *délais absolus* pour le dédouanement. Les dispositions qui visent à garantir un dédouanement ou une mainlevée rapide des marchandises sont recueillies ci-dessus aux numéros II:3, II:4 et II:7.

9. L'application des principes de l'évaluation des risques (Canada, G/C/W/126)

9.1 Il conviendrait d'examiner si et dans quelle mesure les principes de l'évaluation des risques entrent dans le champ d'application des règles de l'OMC puisque, pour les inspections à la frontière et pour les procédures de vérification postérieures à l'admission, les techniques d'évaluation des risques offriront le niveau le plus élevé de facilitation des échanges tout en constituant un moyen très efficace d'assurer le respect des règles.

9.2 On trouvera ci-après des instruments existants visant à l'application des principes de l'évaluation des risques dans les opérations douanières.

9.2.1 Convention de Kyoto

Convention de 1973 existante

Néant.

Proposition de Convention révisée

Annexe générale, chapitre 6 (Contrôle douanier), norme n° 3:

"Pour l'application des contrôles douaniers, la douane fait appel à la gestion des risques."

Annexe générale, chapitre 6 (Contrôle douanier), norme n° 4:

"La douane a recours à l'analyse des risques pour désigner les personnes et les marchandises à examiner, y compris les moyens de transport, et l'étendue des vérifications à effectuer."

Annexe générale, chapitre 6 (Contrôle douanier), norme n° 5:

"La douane adopte, à l'appui de la gestion des risques, une stratégie qui consiste à mesurer le degré d'application de la loi."

9.2.2 Déclaration ministérielle de Columbus sur l'efficacité commerciale

Recommandations destinées aux gouvernements, section B (Douanes), recommandation n° 4:

"[Les gouvernements, à travers leurs autorités douanières, devraient:] tirer efficacement parti de ressources limitées en personnel en recourant à des techniques permettant d'évaluer et de définir spécifiquement les risques et de procéder à des contrôles sélectifs pour détecter les envois à haut risque à soumettre à une inspection physique. La proportion d'envois à inspecter en douane devrait être maintenue à un minimum, tout en répondant aux objectifs de contrôle."

9.2.3 Recommandations CEE/ONU

Recommandation n° 18: Mesures destinées à faciliter les procédures du commerce international

Groupe 9 – Mesures relatives à l'entrée et au transit

9.11 Contrôle douanier sélectif

"Les autorités douanières devraient s'abstenir d'effectuer des contrôles physiques systématiques des marchandises lors du dédouanement. Elles devraient procéder à des contrôles sélectifs à partir de la déclaration en douane, complétés par un examen physique si nécessaire seulement."

9.2.4 *Recommandations de l'OMD*

-- Structure type des travaux de classement

9.2.5 *APEC: Plan d'action collectif du Sous-Comité des procédures douanières*

Objectif n° 11: Techniques de gestion des risques

"Les efforts de mise en oeuvre des prescriptions douanières sur les marchandises et les voyageurs à haut risque et faciliter le mouvement d'envois à faible risque, par une approche souple adaptée à chacune des économies de l'APEC."

10. Échantillons commerciaux et marchandises destinées à des expositions (Canada, G/C/W/126)

10.1 La simplification et la rationalisation des règles et procédures de dédouanement pour ces types de produits sont de plus en plus indispensables pour la rapidité et l'efficacité des opérations de commerce international. Ces procédures devraient assurer la rapidité du dédouanement et de l'admission, grâce à l'adoption de méthodes normalisées et simplifiées pour les marchandises qui ne sont pas destinées à entrer sur le marché à des fins commerciales, qui sont de valeur négligeable ou qui doivent être ultérieurement exportées.

Instruments internationaux

10.2 Parmi les instruments internationaux prévoyant la simplification des prescriptions à l'importation pour les échantillons commerciaux et/ou les marchandises destinées à des expositions figurent les suivants:

10.2.1 *Convention relative à l'admission temporaire (Convention d'Istanbul)*¹⁶

Préambule:

"... Décidées à faciliter l'admission temporaire par la simplification et l'harmonisation des procédures en poursuivant des objectifs d'ordre économique, humanitaire, culturel, social ou touristique, ..."

Annexe B.1 (Marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire), article 6:

"1) À l'importation comme à la réexportation, la vérification et le dédouanement des marchandises qui vont être ou qui ont été présentées ou utilisées à une manifestation sont effectués, dans tous les cas où cela est possible et opportun, sur les lieux de cette manifestation.

¹⁶ Conclue à Istanbul le 26 juin 1990; entrée en vigueur le 27 novembre 1993.

2) Chaque partie contractante s'efforcera, dans tous les cas où elle l'estimera utile, compte tenu de l'importance de la manifestation, d'ouvrir, pour une durée raisonnable, un bureau de douane sur les lieux de la manifestation organisée sur son territoire."

10.2.2 *Convention douanière sur le carnet A.T.A pour l'admission temporaire de marchandises*¹⁷

La Convention A.T.A régit l'utilisation et la délivrance du carnet A.T.A, permettant l'importation temporaire d'échantillons commerciaux (ainsi que de marchandises importées temporairement conformément à d'autres conventions internationales concernant l'admission temporaire, auxquelles l'État concerné est partie contractante, ou conformément à des réglementations nationales relatives à l'admission temporaire). La Convention A.T.A vise à éliminer les deux difficultés principales rencontrées lors de l'importation temporaire de marchandises, à savoir la nécessité d'établir une déclaration en douane sur un formulaire national et celle de fournir une garantie pour le paiement des droits de douane et autres taxes exigibles en cas de non-réexportation. Le carnet A.T.A est un document international présenté aux douanes, publié et garanti par des associations agréées par les douanes.

10.2.3 *Convention douanière relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire*¹⁸

Article 8 (Simplification des formalités):

"Chaque partie contractante réduit au minimum les formalités douanières afférentes aux facilités prévues par la présente convention et publie, dans les plus brefs délais, les règlements qu'elle édicte au sujet de ces formalités."

Article 10 (Dédouanement):

Afin d'éviter le déballage de marchandises et les retards causés par le dédouanement effectué à la frontière, la Convention recommande que, "dans tous les cas où cela est possible et opportun", "la vérification et le dédouanement des marchandises" à l'entrée comme à la sortie soient effectués sur les lieux de la manifestation où les marchandises vont être ou ont été présentées ou utilisées. En outre, afin de réduire les frais de l'exposant, il est recommandé que les autorités douanières, dans tous les cas où elles l'estimeront utile compte tenu de l'importance de la manifestation ouvrent, pour une durée raisonnable, un bureau de douane sur les lieux où la manifestation est organisée.

10.2.4 *Convention de Kyoto*

Convention de 1973 existante

Annexe B.2 (Admission en franchise des droits et taxes à l'importation de marchandises déclarées pour la mise à la consommation), norme n° 14:

¹⁷ Conclue à Bruxelles le 6 décembre 1961; entrée en vigueur le 30 juillet 1963.

¹⁸ Conclue à Bruxelles le 8 juin 1961; entrée en vigueur le 13 juillet 1962.

"L'admission en franchise des droits et taxes à l'importation, sans prohibitions ni restrictions de caractère économique, est accordée aux échantillons sans valeur commerciale (échantillons de valeur négligeable au sens de la Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire, Genève, 7 novembre 1952)."

Proposition de Convention révisée

Annexe spécifique B – Procédures relatives à la mise à la consommation, chapitre 3 (Admission en franchise des droits et taxes à l'importation en ce qui concerne les marchandises déclarées pour la mise à la consommation), pratique recommandée n° 7¹⁹:

"L'admission en franchise des droits et taxes à l'importation, sans prohibitions ni restrictions de caractères économique, devrait être accordée aux marchandises ci-après dans les conditions indiquées et sous réserve du respect de toute autre prescription prévue à cette fin par la législation nationale:

[...]

b) Échantillons sans valeur commerciale."

10.2.5 *Recommandation de l'OMD*

-- Échantillons à considérer comme de valeur négligeable au sens de la Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire, 30 novembre 1956 (T2-4101).

10.2.6 *Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire*²⁰

Article VII (Simplification des formalités):

"1. Chaque partie contractante réduira au minimum les formalités requises pour l'application des facilités prévues par la présente convention.

2. Chaque partie contractante devra publier sans retard tous les règlements édictés en cette matière afin que les personnes intéressées puissent en avoir connaissance en vue d'éviter le préjudice qu'elles pourraient subir du fait de l'application de formalités ignorées par elles."

10.2.7 *APEC: Plan d'action collectif du Sous-Comité des procédures douanières*

Objectif n° 9: Dispositions relatives à l'importation temporaire, telles que l'adhésion à la Convention sur le carnet A.T.A ou à la Convention d'Istanbul

"Contribuer au déplacement commercial transfrontières de marchandises telles que les échantillons commerciaux, l'équipement professionnel, les outils commerciaux et le matériel utilisé lors d'expositions, avec un degré élevé de certitude quant à la

¹⁹ Projet de février 1999.

²⁰ Conclue à Genève le 7 novembre 1952 et entrée en vigueur le 20 novembre 1955.

manière dont ces marchandises seront traitées par la douane, par l'élaboration de procédures normalisées pour l'admission temporaire des marchandises."

11. Dédouanement des envois express (Canada, G/C/W/126)

11.1 Les Membres de l'OMC pourraient encourager la mise en application généralisée des principes énoncés dans les Directives de l'OMD sur le dédouanement des envois express, qui définissent les procédures internationales normales applicables au dédouanement des envois express. L'objectif serait d'accélérer les procédures de dédouanement pour ces expéditions, tout en maintenant des activités adéquates d'exécution et de ciblage.

Instruments internationaux

11.2 On trouvera ci-après des instruments internationaux prévoyant le dédouanement des envois express.

11.2.1 Convention de Kyoto

Convention de 1973 existante

Annexe F.5 concernant les envois urgents, norme n° 3:

"Les envois urgents sont dédouanés rapidement et en priorité, le contrôle de la douane étant limité au minimum nécessaire pour assurer l'observation des lois et règlements que la douane est chargée d'appliquer."

Annexe F.5 concernant les envois urgents, norme n° 4:

"Lors du dédouanement des envois urgents, les autorités douanières prennent en considération des facteurs tels que le degré d'urgence propre à chaque envoi, la nature et la valeur de l'envoi, les circonstances particulières à chaque cas d'espèce. En tout état de cause, priorité absolue est accordée aux envois de secours."

Proposition de Convention révisée

Annexe générale, chapitre 3 (Formalités de dédouanement), norme n° 34:

"Lors de la planification des vérifications des marchandises, la priorité est accordée à la vérification des animaux vivants et des marchandises périssables et des autres marchandises dont le caractère urgent est accepté par la douane."

11.2.2 Directives sur le dédouanement des envois express de l'OMD

Les *Directives sur le dédouanement des envois express* de l'OMD donnent aux administrations douanières la possibilité de dédouaner rapidement les envois express tout en maintenant des mesures de contrôle. Des directives sont données concernant les documents nécessaires au dédouanement, l'évaluation, la mainlevée conditionnelle ou inconditionnelle et la différenciation entre les envois de grande valeur et ceux de faible valeur.

11.2.3 APEC: Plan d'action collectif du Sous-Comité des procédures douanières

Objectif n° 12: Directives sur le dédouanement des envois express

Mettre en œuvre les principes figurant dans *les Directives sur le dédouanement des envois express de l'OMD* - procédures normalisées internationales pour le dédouanement des envois express -, en partenariat avec des associations industrielles intervenant dans les envois express.

III. PROPOSITIONS CONCERNANT LA TRANSPARENCE ET QUESTIONS CONNEXES

1. Accès aux renseignements nécessaires pour l'importation et l'exportation

Mise à disposition des prescriptions (Canada, G/C/W/126)

1.1 Il faudrait diffuser largement les lois, réglementations et pratiques et directives administratives nationales (y compris les références aux diverses prescriptions gouvernementales qui pourraient devoir être respectées selon les marchandises considérées) et les rendre facilement accessibles (par exemple, par voie électronique) à la communauté commerciale internationale.

Transparence (Création d'une base de données globale unique) (CE, G/C/W/122)

1.2 Certains ont donc demandé la création d'une base de données globale unique, accessible par Internet, qui rassemblerait toutes les législations, règles et procédures en matière d'importation et d'exportation. Au cours des discussions de l'OMC, il conviendra d'évaluer les moyens les plus efficaces de garantir un maximum de transparence et de disponibilité aux négociants, en particulier aux PME, en exploitant les sources nationales et internationales existantes et en évitant les doubles emplois, ainsi que de fixer, dans la mesure où davantage de renseignements seront requis, des critères de transparence suffisamment détaillés et complets.

Instruments internationaux

1.3 Les dispositions des accords internationaux ci-après visent à accroître l'accès aux renseignements nécessaires pour l'importation et l'exportation.

1.3.1 *Convention de Kyoto*

Convention de 1973 existante

Annexe G.1 (Renseignements fournis par les autorités douanières), norme n° 3:

"Les autorités douanières font en sorte que toute personne intéressée puisse se procurer sans difficulté tous renseignements utiles de portée générale concernant les lois et règlements qu'elles sont chargées d'appliquer."

Annexe G.1 (Renseignements fournis par les autorités douanières), norme n° 5:

"À la demande de la personne intéressée, les autorités douanières fournissent, de manière aussi rapide et précise que possible, des renseignements relatifs aux points particuliers soulevés par cette personne et concernant les lois et règlements qu'elles sont chargées d'appliquer."

Annexe G.1 (Renseignements fournis par les autorités douanières), pratique recommandée n° 6:

"Les autorités douanières devraient fournir non seulement les renseignements expressément demandés, mais également tous autres renseignements pertinents qu'elles jugent utile de porter à la connaissance de la personne intéressée."

Proposition de Convention révisée

Annexe générale, chapitre 9 (Renseignements et décisions communiqués par la douane), norme n° 1:

"La douane fait en sorte que toute personne intéressée puisse se procurer sans difficulté tous renseignements utiles de portée générale concernant la législation douanière."

Annexe générale, chapitre 9 (Renseignements et décisions communiqués par la douane), norme transitoire n° 3:

"La douane utilise la technologie de l'information afin d'améliorer la communication des renseignements."

Annexe générale, chapitre 9 (Renseignements et décisions communiqués par la douane), norme n° 4:

"À la demande de la personne intéressée, la douane fournit, de manière aussi rapide et aussi exacte que possible, des renseignements relatifs aux points particuliers soulevés par cette personne et concernant la législation douanière."

Annexe générale, chapitre 9 (Renseignements et décisions communiqués par la douane), norme n° 5:

"La douane fournit non seulement les renseignements expressément demandés, mais également tous autres renseignements pertinents qu'elle juge utile de porter à la connaissance de la personne intéressée."

1.3.2 *APEC: Plan d'action collectif du Sous-Comité des procédures douanières*

Objectif n° 2: Transparence des procédures douanières, y compris des renseignements sur la législation, les réglementations, les directives administratives, les procédures et les décisions des douanes:

"Faire en sorte que les négociants disposent de tous les renseignements pertinents pour leurs décisions commerciales, par la fourniture de renseignements exacts, cohérents et conviviaux."

2. Décisions anticipées (Canada, G/C/W/126)

2.1 La communauté commerçante internationale exige autant de certitude que possible dans la conduite du commerce international. Les Membres de l'OMC devraient envisager la possibilité que soient rendues, préalablement à l'importation, des décisions qui seraient contraignantes pour les autorités du pays d'importation, à condition que les marchandises et les circonstances de l'importation soient identiques à celles qui ont fait l'objet de la demande de décision. Ces décisions pourraient porter sur les principaux éléments des prescriptions à l'importation, par exemple la classification tarifaire et les droits et taxes applicables. L'Accord du Cycle d'Uruguay sur les règles d'origine contient des dispositions prévoyant de telles décisions anticipées et pourrait servir de modèle à appliquer plus généralement.

Instruments internationaux

2.2 Parmi les instruments internationaux reprenant la notion de décisions anticipées figurent les suivants:

2.2.1 Convention de Kyoto

Convention de 1973 existante

Annexe G.1 (Renseignements fournis par les autorités douanières), norme n° 3:

"Les autorités douanières font en sorte que toute personne intéressée puisse se procurer sans difficulté tous renseignements utiles de portée générale concernant les lois et règlements qu'elles sont chargées d'appliquer."

Annexe G.1 (Renseignements fournis par les autorités douanières), norme n° 5:

"À la demande de la personne intéressée, les autorités douanières fournissent, de manière aussi rapide et précise que possible, des renseignements relatifs aux points particuliers soulevés par cette personne et concernant les lois et règlements qu'elles sont chargées d'appliquer."

Proposition de Convention révisée

Annexe générale, chapitre 9 (Renseignements et décisions communiqués par la douane), norme n° 1:

"La douane fait en sorte que toute personne intéressée puisse se procurer sans difficulté tous renseignements utiles de portée générale concernant la législation douanière."

Annexe générale, chapitre 9 (Renseignements et décisions communiqués par la douane), norme n° 4:

"À la demande de la personne intéressée, la douane fournit, de manière aussi rapide et aussi exacte que possible, des renseignements relatifs aux points particuliers soulevés par cette personne et concernant la législation douanière."

2.2.2 Recommandation de l'OMD relative à une structure type des travaux de classement

Cette recommandation constitue un cadre pour l'amélioration des travaux de classement des administrations des douanes. Elle recommande, notamment, d'entreprendre "des travaux de classement de façon à faciliter les échanges internationaux et les investissements" et d'assurer "parallèlement le respect de la réglementation tant fiscale que commerciale, l'accent étant mis sur les mesures à prendre avant la déclaration des marchandises et après leur dédouanement mais non pas seulement au moment du traitement de la déclaration". Elle indique plus loin i) qu'"il convient que les renseignements sur le classement avant déclaration qui sont publiés soient enregistrés dans une base de données centralisée de façon à pouvoir être vérifiés [...], afin d'éviter que des bureaux différents ne publient des renseignements contradictoires concernant un même produit" et énonce ii) que "des renseignements en matière de classement de nature contraignante sont hautement souhaitables et doivent être publiés dans les délais prescrits et demeurés valables pendant une période déterminée sauf à se révéler inexacts ou à être modifiés ou supprimés". Elle énonce en outre iii) qu'"il est hautement souhaitable que tout renseignement (ou décision) de classement avant déclaration ou

contraignant communiqué à un importateur, un importateur potentiel ou un exportateur soit également publié pour fournir au public des orientations au sujet de marchandises analogues ou apparentées".

2.2.3 APEC: Plan d'action collectif du Sous-Comité des procédures douanières

Objectif n° 8: Adoption d'un système de décision anticipée en matière de classement

"Établir des procédures simplifiées pour la fourniture de renseignements en matière de classement avant l'importation, en conférant ainsi certitude et prévisibilité aux échanges internationaux et en aidant les négociants à prendre des décisions commerciales sûres, fondées sur des avis juridiquement contraignants."

3. Recours judiciaire ou administratif, révision et appel

Recours judiciaire ou administratif (CE, G/C/W/122)

3.1 Il faudrait compléter les articles VIII:3 et X:3 du GATT par une disposition garantissant que les tribunaux agissent dans des délais suffisamment brefs pour préserver les intérêts commerciaux (liés, par exemple, aux délais de livraison ou aux marchandises périssables), sur la base des résultats des travaux relatifs à la Convention de Kyoto. En outre, il conviendrait d'étudier la façon dont les dispositions des articles VII:3 et X:3 ont été mises en œuvre par les Membres de l'OMC.

Révision et appel (Canada, G/C/W/126)

3.2 Les Membres de l'OMC devraient envisager des obligations permettant aux importateurs et aux exportateurs d'avoir accès, en première instance, à un processus administratif impartial d'appel, puis d'exercer des recours judiciaires afin de faire réviser la décision des fonctionnaires au point d'entrée.

Instruments internationaux

3.3 Les instruments internationaux relatifs aux procédures douanières ci-après prévoient des règles concernant le recours judiciaire ou administratif.

3.3.1 *Convention de Kyoto*

Convention de 1973 existante

Annexe H.1 (Recours en matière douanière), norme n° 6:

"La législation nationale prévoit le droit de former un premier recours devant les autorités douanières."

Annexe H.1 (Recours en matière douanière), norme n° 7:

"Lorsqu'un recours introduit devant les autorités douanières est rejeté, le requérant a le droit d'introduire un nouveau recours devant une autorité indépendante de l'administration des douanes."

Annexe H.1 (Recours en matière douanière), norme n° 8:

"En dernière instance, le requérant dispose d'un droit de recours devant une autorité judiciaire."

Proposition de Convention révisée

Annexe générale, chapitre 10 (Recours en matière douanière), norme n° 4:

"La législation nationale prévoit le droit de former un premier recours devant la douane."

Annexe générale, chapitre 10 (Recours en matière douanière), norme n° 5:

"Lorsqu'un recours introduit devant la douane est rejeté, le requérant a le droit d'introduire un nouveau recours devant une autorité indépendante de l'administration des douanes."

Annexe générale, chapitre 10 (Recours en matière douanière), norme n° 6:

"En dernière instance, le requérant dispose d'un droit de recours devant une autorité judiciaire."

3.3.2 *APEC: Plan d'action collectif du Sous-Comité des procédures douanières*

Objectif n° 7: Adoption de dispositions claires en matière d'appel

"Donner aux négociants la possibilité de contester des décisions potentiellement erronées ou inéquitables des autorités douanières par des mécanismes d'appel transparents, indépendants et opportuns."

4. Coopération entre les milieux commerciaux et les douanes, et les autres administrations (CE, G/C/W/122)

4.1 Il conviendrait d'examiner s'il y a lieu d'établir des règles de l'OMC qui imposeraient à chaque Membre de mettre sur pied un mécanisme systématique de coopération sur la facilitation des échanges. Il pourrait s'agir d'une disposition *sui generis* ou découlant de l'adoption de la Recommandation n° 4 de la CEE/ONU concernant l'instauration d'organismes nationaux de facilitation du commerce.

Instruments internationaux

4.2 Les instruments internationaux ci-après prévoient une coopération institutionnalisée entre les milieux commerciaux et les douanes.

4.2.1 *Convention de Kyoto*

Convention de 1973 existante

Néant.

Proposition de Convention révisée

Annexe générale, chapitre 1 (Principes généraux), norme n° 3:

"La douane institue et entretient officiellement des relations d'ordre consultatif avec les entreprises afin de renforcer la coopération et de faciliter la participation en

établissant, en fonction des dispositions nationales et des accords internationaux, les méthodes de travail les plus efficaces."

Annexe générale, chapitre 6 (Contrôle douanier), norme n° 7:

"La douane cherche à coopérer avec les autres administrations douanières et à conclure des accords d'assistance mutuelle administrative pour renforcer les contrôles douaniers."

Annexe générale, chapitre 6 (Contrôle douanier), norme n° 8:

"La douane cherche à coopérer avec les entreprises et à conclure des Protocoles d'accord pour renforcer les contrôles douaniers."

4.2.2 *Déclaration ministérielle de Columbus sur l'efficacité commerciale*

Recommandations destinées aux gouvernements, section B (Douanes), recommandation n° 10:

"Prendre des dispositions visant à favoriser une démarche fondée sur la coopération plutôt que sur l'affrontement dans les opérations douanières. Il faudrait tirer parti du programme du Conseil de coopération douanière concernant les mémorandums d'accord pour améliorer la collaboration entre les autorités douanières et les sorties commerciales."

4.2.3 *Recommandation n° 4 de la CEE/ONU: Organismes nationaux de facilitation du commerce*

Le Groupe de travail sur la facilitation des procédures du commerce international "recommande que les gouvernements des pays membres de la Commission économique pour l'Europe encouragent la mise en œuvre des recommandations visant à la facilitation des procédures du commerce international par la création d'organisations ou de comités nationaux, ou par des méthodes administratives ou d'autres moyens appropriés, selon leurs réglementations nationales".

Le Groupe de travail "recommande en outre à la Commission d'appeler l'attention du Conseil économique et social et des commissions économiques régionales des Nations Unies sur l'intérêt qu'il y a à créer des comités nationaux sur la facilitation des procédures du commerce international dans les pays non membres de la Commission économique pour l'Europe, lorsqu'il n'en existe pas".²¹

4.2.4 *Déclaration ministérielle de Columbus sur l'efficacité commerciale*

Recommandations destinées aux gouvernements, section B (Douanes), recommandation n° 10:

"Prendre des dispositions visant à favoriser une démarche fondée sur la coopération plutôt que sur l'affrontement dans les opérations douanières. Il faudrait tirer parti du programme du Conseil de coopération douanière concernant les mémorandums d'accord pour améliorer la collaboration entre les autorités douanières et les parties commerciales."

²¹ Dans les notes relatives à la recommandation, le Groupe de travail définit des principes directeurs pour la création de ces organisations ou de ces comités nationaux, et recense les champs d'action suivants: i) alignement des documents commerciaux et ii) traitement automatique de l'information et codage.

4.2.5 *Déclaration de l'OMD sur la conclusion dans les pays de nouveaux Mémoires d'accord entre la douane et les milieux commerciaux pour favoriser la coopération dans la lutte contre la contrebande de la drogue*

Le Conseil de coopération douanière déclare, notamment, "que les Membres doivent envisager de toute urgence la conclusion de MDA dans les pays avec les sociétés et les organisations professionnelles qui jouent un rôle dans le commerce, les transports et les voyages internationaux, lorsqu'ils ne l'ont pas encore fait, ou à adopter d'autres programmes de coopération volontaire, pour soutenir les efforts entrepris en commun par la douane et les entreprises dans la lutte contre la contrebande de la drogue".

5. Questions touchant à la corruption et à l'intégrité (CE, G/C/W/122)

5.1 Il conviendrait d'envisager de fixer certaines normes de résultats généralement convenues, afin de donner aux administrations une orientation politique sur les mesures à prendre en vue d'une réforme administrative à moyen, voire à long terme. La Déclaration d'Arusha et les directives sur la réforme du régime douanier de l'OMD pourraient proposer des repères dans ce domaine. Il faudrait également étudier plus à fond l'observation très pertinente formulée par le Chili, lors du Symposium de l'OMC qui s'est tenu en mars, selon laquelle la mise en place d'indicateurs de résultats et la mise sur pied de missions et de programmes de gestion propres aux douanes, assorties d'un appui politique sans équivoque, étaient un facteur fondamental d'une modernisation efficace des douanes.

Instruments internationaux

5.2 On trouvera ci-après les instruments existants qui traitent des questions touchant à la corruption et à l'intégrité.

5.2.1 *Déclaration ministérielle de Columbus sur l'efficacité commerciale*

Recommandations destinées aux gouvernements, section B (Douanes), recommandation n° 1:

"En consultation avec d'autres parties intéressées (gouvernementales et autres, selon qu'il convient), bien définir les objectifs propres aux administrations douanières, et élaborer et publier un plan global à long terme indiquant la façon dont ils entendent atteindre ces objectifs."

Recommandations destinées aux gouvernements, section B (Douanes), recommandation n° 2:

"[Les gouvernements, à travers leurs autorités douanières, devraient:] examiner d'urgence leurs pratiques douanières actuelles et instituer un programme de réforme des procédures reconnues comme inefficaces ou redondantes. Il faudrait à cet égard s'inspirer des conventions internationales existantes sur la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto du Conseil de coopération douanière). Une telle entreprise devrait être menée de concert avec les milieux nationaux du commerce et des transports afin de coordonner pleinement les contrôles exercés par les transporteurs, les ports et les douanes."

Recommandations destinées aux gouvernements, section B (Douanes), recommandation n° 11:

"[Les gouvernements, à travers leurs autorités douanières, devraient:] veiller à garantir le plus haut niveau d'intégrité et de morale professionnelle dans les services des douanes. Les mesures recensées par le Conseil de coopération douanière dans la Déclaration d'Arusha sur l'intégrité dans les douanes devraient être mises en œuvre."

Des mesures effectives sont également nécessaires pour décourager tout relâchement des normes d'intégrité dans les milieux commerciaux."

Recommandations destinées aux gouvernements, section B (Douanes), recommandation n° 12:

"[Les gouvernements, à travers leurs autorités douanières, devraient:] instituer des programmes de réforme des douanes visant à accroître l'efficacité et la productivité des services douaniers, ce qui permettrait d'éviter, autant que possible, par exemple, de recourir aux services d'organismes d'inspection avant expédition pour l'exécution de certaines activités se rapportant aux douanes. Bien que le recours à de tels services puisse être nécessaire dans certains cas, il ne devrait s'agir que d'une mesure temporaire, exécutée en conformité avec les dispositions de l'Accord sur l'inspection avant expédition annexé à l'Accord de Marrakech."

Recommandations destinées aux gouvernements, section B (Douanes), recommandation n° 17:

"[Les gouvernements, à travers leurs autorités douanières, devraient:] veiller à ce que les douanes disposent de ressources adéquates pour assumer leur rôle particulier avec efficacité, rationnellement et selon des normes élevées d'éthique professionnelle, car un service des douanes manquant de ressources sera assurément un obstacle au commerce."

Recommandations destinées aux gouvernements, section B (Douanes), recommandation n° 18:

"[Les gouvernements, à travers leurs autorités douanières, devraient:] offrir une formation (notamment par le biais de bourses) spécialement destinée aux agents des douanes dans les pays en développement, soit au niveau national, soit à l'étranger en coopération avec le Conseil de coopération douanière (CCD) et/ou la CNUCED. Cette formation devrait correspondre aux exigences des conventions douanières internationales et aux besoins de l'intégration régionale, en privilégiant les aspects opérationnels."

5.2.3 *Déclaration d'Arusha de l'OMD*

La Déclaration d'Arusha (Déclaration du Conseil de coopération douanière concernant l'éthique douanière, 1993) attribue la priorité absolue à la lutte contre la corruption à l'intérieur des administrations douanières. Le Conseil de coopération douanière (actuellement l'OMD) y

"déclare que tous les gouvernements doivent veiller en priorité à protéger la douane de la corruption. Il faut à cet effet un engagement résolu aux niveaux politiques et administratifs les plus élevés en vue d'établir et imposer des normes éthiques rigoureuses dans l'ensemble de la fonction publique et en particulier à la douane."

La Déclaration dispose en outre que les programmes d'éthique douanière mis en œuvre dans les pays doivent tenir compte d'un certain nombre de facteurs-clés, dont: i) une législation douanière claire et précise; ii) des procédures simples, cohérentes et aisément accessibles se fondant sur la Convention de Kyoto et assorties de voies de recours contre les décisions de la douane; iii) l'automatisation; iv) la mise en place de mécanismes de contrôle interne et de diversification des tâches; v) une rémunération suffisante des fonctionnaires des douanes; vi) une formation adaptée; vii) un code de conduite, et viii) des relations ouvertes entre la douane et les courtiers en douane.

IV. PROPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT ET LE TRANSIT

1. Harmonisation des prescriptions en matière de documents et de renseignements de transport international²² (CE, G/C/W/133)

1.1 L'adoption des Recommandations 11 et 12 de la CEE-ONU en tant que normes par défaut, c'est à dire normes applicables dans le cadre de l'OMC, contribuerait à réduire et à harmoniser les prescriptions en matière de documents de transport. La Recommandation 11 de la CEE-ONU concerne la facilitation des aspects documentaires du transport des marchandises dangereuses alors que la Recommandation 12 encourage l'utilisation de lettres de transport non négociables sous forme électronique.

1.2 *Recommandation 11 de la CEE-ONU*: Aspects documentaires du transport international de marchandises dangereuses²³

Renseignements nécessaires:

I. L'harmonisation entre les différents modes de transport de l'ensemble des renseignements à inclure dans les documents concernant les marchandises dangereuses doit être poursuivie en tant que tâche prioritaire. Elle doit être menée conformément aux dispositions du chapitre 13 des Recommandations de l'ONU relatives au transport des marchandises dangereuses ("Livre orange").

II. Les renseignements nécessaires recommandés pour identifier les marchandises devraient être normalisés comme suit dans tous les modes de transport: désignation officielle de transport, classe/division, numéro ONU et groupe d'emballage.

III. Pour le texte de la déclaration juridique, la formulation unique retenue dans le "Livre orange" devrait être adoptée dans tous les règlements et conventions régissant les différents modes de transport:

"Je déclare que le contenu de ce chargement est décrit ci-dessus de façon complète et exacte par la désignation officielle de transport et qu'il est convenablement classé, emballé, marqué, étiqueté, placardé et, à tous égards, bien conditionné pour être transporté conformément aux réglementations internationales et nationales applicables."

IV. Il devrait être possible de se contenter du numéro ONU pour en tirer tous les renseignements relatifs aux mesures à prendre en cas d'urgence. (En l'absence de numéro ONU, ces renseignements peuvent être tirés de la désignation officielle de transport.) Il ne devrait pas être nécessaire d'introduire manuellement sur les documents d'autres renseignements ou codes. À titre d'exemple, des renseignements en prévision des cas d'urgence peuvent être fournis sous forme de tableaux types préimprimés pour chaque matière ou groupe de matières, chaque tableau portant comme référence essentielle le numéro ONU correspondant à la (aux) matière(s) considérée(s). (Il convient toutefois de noter que ces renseignements ne sont pas exigés pour le mode ferroviaire.)

²² Cette proposition est en rapport étroit avec la proposition concernant l'adoption de normes internationales pour les données à l'importation et à l'exportation (CE, G/C/W/122) qui est répertoriée dans la section I "Propositions concernant les prescriptions en matière d'information imposées par les pouvoirs publics".

²³ Adoptée par le Groupe de travail de la facilitation des procédures du commerce international, Genève, janvier 1996, ECE/TRADE/204; ce document contient d'autres renseignements généraux; la Recommandation est disponible sur Internet à l'adresse suivante <http://www.unece.org/trade/rec/rec11en.htm>.

Transfert de données sur support papier ou par EDI

V. Un formulaire de déclaration de marchandises dangereuses fourni pour un mode de transport donné, qu'il s'agisse d'un message EDI ou d'un document sur support papier, devrait être valable pour les modes de transport suivants dans le cadre d'opérations de transport multimodal.

VI. Dans toute la mesure possible, la déclaration de marchandises dangereuses devrait être incorporée dans un document de transport ou de manutention existant ou combinée à celui-ci.

VII. Lorsque des formulaires spéciaux distincts sont utilisés pour les déclarations de marchandises dangereuses (y compris les formulaires types figurant dans les Recommandations, les règlements, les conventions internationales et leurs annexes), ils devraient être conformes au modèle décrit dans la présente Recommandation.

VIII. Les règlements et conventions ne devraient pas exclure la transmission de renseignements sur les marchandises dangereuses au moyen de l'échange de données informatisé (EDI) et s'il existe des obstacles juridiques, qu'ils soient nationaux ou internationaux, ils devraient être supprimés. Dans la mesure du possible, ce mode de transfert de l'information devrait être activement encouragé.

IX. Dans les cas où des renseignements complémentaires spéciaux sont exigés, par exemple pour le transport de matières radioactives ou en cas d'exemption gouvernementale, les règlements et conventions devraient permettre de faire figurer les données nécessaires sur la déclaration de marchandises dangereuses elle-même, plutôt que dans un document distinct.

1.3 *Recommandation 12 de la CEE-ONU*: Mesures destinées à faciliter les procédures relatives aux documents de transport maritime²⁴

"Recommandations:

Compte tenu des observations qui précèdent, il est suggéré que les partenaires commerciaux:

- i) reconnaissent les avantages de la lettre de transport maritime non négociable et encouragent son utilisation en lieu et place du connaissement, lorsque les marchandises ne font pas l'objet d'une transaction commerciale en cours de transport (voir les paragraphes 10 à 14 et le paragraphe 20);
- ii) reconnaissent les inconvénients que comporte l'utilisation du connaissement négociable lorsqu'il n'est pas indispensable à la transaction commerciale ainsi que les inconvénients, les coûts et les risques qu'entraîne le fait de remettre les marchandises au lieu de destination en échange d'une lettre de garantie d'une banque en l'absence d'un connaissement original (voir paragraphe 20);
- iii) accueillent favorablement la tendance des transporteurs à faire simplement référence (sur un document abrégé avec verso en blanc) aux clauses et conditions du contrat de transport (imprimées en petits caractères au verso d'un connaissement), en notant que ces clauses et conditions ne sont pas négociables sauf peut-être en cas d'affrètement et qu'elles dépendent des conventions internationales appropriées (voir paragraphe 15);
- iv) n'exigent un connaissement négociable - ou son équivalent électronique (voir paragraphe 27) - que dans les cas où les marchandises auxquelles il se rapporte font l'objet d'une transaction

²⁴ Recommandation 12/Rev.1, adoptée par le Groupe de travail de la facilitation des procédures du commerce international, Genève, juin 1993. Source: TRADE/WP.4/INF.123; les paragraphes de la Recommandation cités contiennent d'autres renseignements généraux qui n'ont pas été reproduits par manque d'espace, mais sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante: <http://www.unece.org/trade/rec/recl2en.htm>.

commerciale en cours de transport, en prenant acte des possibilités offertes par les systèmes d'enregistrement visés au paragraphe 27 et en notant qu'il s'agit là d'une initiative qui tire parti des avantages offerts par l'EDI et qui est suffisamment crédible pour susciter l'intérêt aussi bien des milieux commerciaux que de l'administration (voir paragraphe 20);

v) examinent la question de savoir s'il serait souhaitable d'exiger qu'un document de transport maritime négociable sur papier soit émis en un seul et unique exemplaire original (1 x 1) pour lutter contre les manœuvres frauduleuses (voir paragraphe 17).

De leur côté, les autorités administratives devraient:

i) reconnaître la possibilité de satisfaire à des exigences administratives ou à des prescriptions impératives (y compris celles du droit interne et/ou des conventions internationales) en utilisant la lettre de transport maritime non négociable de préférence au connaissance négociable (voir paragraphes 19 et 22);

ii) examiner la possibilité de mettre au point une législation permettant de remplacer un document de transport maritime sur papier par un message électronique équivalent (paragraphe 12).

Les partenaires commerciaux et les autorités administratives devraient reconnaître les avantages qu'offre l'utilisation de la Recommandation 8 du WP.4 "Méthode du code d'identification unique (UNIC)", qui a pour objet de simplifier les procédures commerciales et les rendre plus sûres.

2. Intégration d'instruments spécifiques à un cadre de règles de l'OMC sur la facilitation des échanges (CE, G/C/W/133)

2.1 L'OMC pourrait aussi examiner des instruments spécifiques dont la mise en œuvre serait plus facile s'ils étaient intégrés à un cadre de règles de l'OMC sur la facilitation des échanges, par exemple la Convention de l'OMI visant à faciliter le trafic maritime international, l'annexe 9 de la Convention de 1944 de l'OACI relative à l'aviation civile internationale ou le Protocole IV de Montréal à la Convention de Varsovie.

2.2 *Convention visant à faciliter le trafic maritime international*

La Convention visant à faciliter le trafic maritime international a été adoptée par l'OMI en 1965. Elle compte actuellement 82 parties contractantes. Ses principaux objectifs sont de prévenir les retards inutiles en ce qui concerne le trafic maritime des navires, des passagers et des marchandises, de favoriser la coopération entre les gouvernements et d'uniformiser dans toute la mesure du possible les procédures, les formalités et les autres documents. La Convention contient des dispositions qui ont pour objet de faciliter l'entrée, le séjour au port et la sortie des navires des États contractants côtiers et non côtiers en simplifiant et en réduisant au minimum les procédures, les formalités et les documents requis, c'est-à-dire tous les documents relatifs au navire et à ses passagers, aux bagages, à l'équipage, à la cargaison et à la poste exigés par les services des douanes, de l'immigration et de la santé et par les autres pouvoirs publics.²⁵

²⁵ Pour plus de renseignement sur la Convention visant à faciliter le trafic maritime international, on peut se reporter à la note d'information du Secrétariat G/C/W/80, et consulter le site Internet de l'OMI à l'adresse suivante www.imo.org/imo/convent/others.htm. L'annexe du présent document contient des renseignements sur les parties contractantes à cette Convention.

2.3 *Annexe 9 à la Convention relative à l'aviation civile internationale*

Les normes et pratiques recommandées pour la facilitation contenues dans l'annexe 9 de la Convention relative à l'aviation civile découlent de l'article 37 de la Convention qui stipule, entre autres, que "l'Organisation de l'aviation civile adopte et amende, selon les nécessités, les normes, pratiques recommandées et procédures internationales traitant ... des formalités de douane et d'immigration ... et, lorsqu'il paraît approprié de le faire, de tout autre sujet intéressant la sécurité, la régularité et l'efficacité de la navigation aérienne". Les dispositions relatives à la mise en oeuvre par les États des normes et pratiques recommandées pour la facilitation sont renforcées par l'article 22 de la Convention en vertu duquel chaque État contractant convient d'adopter "par la promulgation de règlements spéciaux ou de toute autre manière, toutes mesures en son pouvoir pour faciliter et accélérer la navigation par aéronef entre les territoires des États contractants et éviter de retarder sans nécessité les aéronefs, équipages, passagers et cargaisons, particulièrement dans l'application des lois relatives à l'immigration, à la santé, à la douane et au congé" et par l'article 23 de la Convention, en vertu duquel chaque État contractant s'engage "dans la mesure où il le juge réalisable, à établir des règlements de douane et d'immigration intéressant la navigation aérienne internationale, conformément aux pratiques qui pourraient être établies ou recommandées en vertu de la présente Convention." La dixième édition en cours de validité est entrée en vigueur le 30 avril 1997 et est appliquée depuis le 31 août 1997. L'OACI procède actuellement à un examen majeur de l'annexe 9.

2.4 *Protocole IV de Montréal à la Convention de Varsovie*

Le Protocole IV de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international (Convention de Varsovie) est entré en vigueur en juin 1998 et compte actuellement 40 parties. Il modifie la Convention en établissant un ensemble de règles relatives à la documentation et à la responsabilité du fret aérien et en autorisant les compagnies aériennes enregistrées dans les États signataires à remplacer la lettre de transport aérien sur support papier par un dossier électronique du fret aérien. Le texte pose le principe selon lequel "tout autre moyen constatant les indications relatives au transport à exécuter peut, avec le consentement de l'expéditeur, se substituer à l'émission de la lettre de transport aérien". Le tableau figurant en annexe indique les parties au Protocole.

V. PROPOSITIONS CONCERNANT LES PAIEMENTS, L'ASSURANCE ET D'AUTRES QUESTIONS FINANCIÈRES²⁶

1. Défauts de paiement et solvabilité (CE, G/C/W/133)

1.1 Dans le cadre d'un futur cadre de règles de l'OMC visant à simplifier les procédures commerciales, i) des mesures afin d'améliorer l'accès aux renseignements sur la solvabilité des acheteurs, en particulier à l'intention des PME et des entreprises des pays en développement, éventuellement en faisant appel pour obtenir cet accès au Programme de la CNUCED relatif aux pôles commerciaux; ii) on pourrait aussi envisager d'élaborer davantage les normes de l'ISO sur la gestion de la qualité afin d'établir des normes de bonne exécution concernant les délais de paiement. Puisqu'un élément d'insécurité majeur pour les exportateurs qui vendent sur compte courant à des acheteurs inconnus est lié au fait qu'il faut éviter que les expéditions ne soient volées ou détournées pendant le transport, la Communauté souhaiterait savoir iii) si les Membres de l'OMC estiment qu'il est possible de s'intéresser au problème de l'accès à l'assurance ordinaire et commerciale, en particulier pour les petites et moyennes entreprises, dans le cadre de l'OMC.

²⁶ La proposition de la CE concernant les retards dans les règlements bancaires figure dans la section VI - propositions concernant les Accords de l'OMC dans la mesure où elle expose concrètement les positions de la CE au sujet des travaux futurs relatifs aux questions réglementaires dans le cadre de l'AGCS.

2. Retards de paiement dans les transactions commerciales (CE, G/C/W/133)

2.1 Des études récentes menées dans l'UE indiquent que les retards de paiement des créances commerciales restent un obstacle majeur au commerce transfrontières, car ils ont un effet négatif sur les liquidités, la rentabilité et la compétitivité des entreprises et découragent les exportateurs potentiels. À l'intérieur de l'UE, des propositions sont actuellement élaborées²⁷ pour pénaliser les sociétés qui ont l'habitude de régler leurs factures tardivement, en instituant un droit légal aux intérêts pour les retards de paiement. Il serait intéressant de savoir quelles sont les dispositions similaires qui existent dans d'autres Membres de l'OMC et si les Membres estiment que ce type de réglementation intérieure, dont l'un des effets serait d'apporter une plus grande sécurité dans le commerce international, pourrait être davantage encouragé grâce à l'OMC.

VI. AUTRES QUESTIONS SOULEVÉES PAR LES DÉLÉGATIONS

1. Un certain nombre de questions qui ne sont pas expressément traitées dans les propositions de la présente note ont été soulevées par des délégations, tant par écrit qu'oralement, sans avoir toutefois donné lieu à un suivi. Pour des raisons d'exhaustivité, ces questions sont reproduites ci-après.

2. La Suisse, dans le document G/C/W/114, a proposé que le Conseil du commerce des marchandises débattenne de ce qui suit:

- "l'absence de règles internationales pour tous les modes de transport en ce qui concerne la documentation et les règlements techniques (ou l'inobservation des règles existantes);
- de nombreux orateurs se sont inquiétés du fait que le manque de précision et de transparence dans les règlements administratifs laissait une grande marge de manœuvre aux fonctionnaires et constituait une source importante d'irrégularité et de corruption. Il semble que les différentes dispositions de l'Accord relatif aux procédures en matière de licences d'importation (ainsi que celles de l'article X du GATT) concernant les licences d'importation automatiques et non automatiques et la publication et spécification de tous les droits et taxes pourraient être utilisées pour examiner les diverses suggestions présentées et étudier des moyens susceptibles d'améliorer la situation;
- de même, le Comité des licences d'importation pourrait envisager une meilleure mise en œuvre des protocoles internationaux en matière de messagerie – instrument de facilitation des échanges qui souvent ne peut pas être utilisé parce que des règles gouvernementales imposent des méthodes de paiement spécifiques qui ne permettent pas le recours à ces protocoles".

3. Les Communautés européennes, dans le document G/C/W/122, ont ajouté ce qui suit:

"L'UE est consciente du fait que tout effort entrepris pour simplifier les transactions commerciales internationales doit envisager le processus dans sa totalité. Outre les propositions présentées ci-dessus, les Membres de l'OMC devront s'interroger sur la manière de garantir un maximum de simplification et d'harmonisation des données et des procédures touchant au transport et à la logistique des chargements, aux prescriptions spécifiques relatives au transport des matières dangereuses, au fret, aux transactions bancaires et aux paiements afférents aux marchandises

²⁷ Document 98/0126/final de la Commission européenne. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales.

commercialisées. Le commerce électronique – soit l'introduction de systèmes automatisés et la transmission de messages fondée sur l'EDI – constitue également un élément essentiel de la simplification des données, qui n'a été évoqué que brièvement."

4. La Norvège, à la réunion des 28 et 29 septembre 1998, a demandé une normalisation accrue des documents et des règlements entre les différents modes de transport des marchandises dangereuses.

ANNEXE 1

Conventions internationales citées

PARTIES CONTRACTANTES	Convention relative à l'admission temporaire ¹	Convention douanière sur le carnet A.T.A pour l'admission temporaire de marchandises ²	Convention douanière relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire ³	Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire ⁴	Convention internationale sur l'harmonisation des contrôles des marchandises aux frontières ⁵	Convention de l'OMI visant à faciliter le trafic maritime international ⁶	Protocole IV de Montréal ⁷	Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto)
MEMBRES								
Afrique du Sud		X	X		X			X
Allemagne	X	X	X	X	X	X		X
Angola								
Antigua et Barbuda								
Argentine						X	X	
Australie	X	X	X	X		X	X	X
Autriche	X	X	X	X	X	X		X
Bahreïn								
Bangladesh								
Barbade						X	X	
Belgique	X	X	X	X	X	X	X	X
Belize								
Bénin						X		
Bolivie								
Botswana								X
Brésil						X	X	
Brunei Darussalam								
Bulgarie		X	X					X
Burkina Faso								
Burundi						X		X
Cameroun						X		X
Canada		X		X		X	X	X
CE	X				X			X
Chili						X	X	
Chypre		X	X	X			X	X
Colombie						X	X	
Congo								X
Corée		X	X	X		X		X
Costa Rica								

PARTIES CONTRACTANTES	Convention relative à l'admission temporaire ¹	Convention douanière sur le carnet A.T.A pour l'admission temporaire de marchandises ²	Convention douanière relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire ³	Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire ⁴	Convention internationale sur l'harmonisatio n des contrôles des marchandises aux frontières ⁵	Convention de l'OMI visant à faciliter le trafic maritime international ⁶	Protocole IV de Montréal ⁷	Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto)
Côte d'Ivoire		X	X			X		X
Cuba		X	X	X	X	X		X
Danemark	X	X	X	X	X	X	X	X
Djibouti								
Dominique								
Égypte		X	X	X		X	X	
El Salvador								
Émirats arabes unis								
Équateur						X		
Espagne	X	X	X	X	X	X	X	X
États-Unis		X		X		X	X	X
Fidji				X		X		
Finlande	X	X	X	X	X	X	X	X
France	X	X	X	X	X	X	X	X
Gabon								
Gambie						X		X
Ghana	X			X		X	X	
Grèce	X	X	X	X	X	X	X	X
Grenade								
Guatemala							X	
Guinée Bissau								
Guinée, Rép. de				X		X		
Guyana						X		
Haïti				X				
Honduras							X	
Hong Kong, Chine	X					X		
Hongrie	X	X	X	X	X	X	X	X
Îles Salomon								
Inde		X	X	X		X		X
Indonésie				X				
Irlande	X	X	X	X	X	X	X	X
Islande		X	X	X		X		
Israël	X	X	X	X		X	X	
Italie	X	X	X	X	X	X	X	X
Jamaïque				X				

PARTIES CONTRACTANTES	Convention relative à l'admission temporaire ¹	Convention douanière sur le carnet A.T.A pour l'admission temporaire de marchandises ²	Convention douanière relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire ³	Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire ⁴	Convention internationale sur l'harmonisatio n des contrôles des marchandises aux frontières ⁵	Convention de l'OMI visant à faciliter le trafic maritime international ⁶	Protocole IV de Montréal ⁷	Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto)
Japon		X	X	X				X
Kenya				X				X
Koweït							X	
Lesotho		X	X		X			X
Liechtenstein				X	X			
Luxembourg	X	X	X	X	X	X		X
Macao								
Madagascar			X			X		
Malaisie		X		X				X
Malawi								X
Maldives								
Mali			X					
Malte		X	X	X				
Maroc	X	X	X				X	X
Maurice	X	X		X		X	X	
Mauritanie								
Mexique						X		
Mongolie								
Mozambique								
Myanmar								
Namibie								
Nicaragua								
Niger	X	X	X				X	
Nigéria	X	X		X		X		X
Norvège		X	X	X	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande		X	X	X		X		X
Ouganda			X	X				X
Pakistan	X			X				X
Panama								
Papouasie- Nouvelle-Guinée								
Paraguay								
Pays-Bas	X	X	X	X	X	X	X	X
Pérou						X		
Philippines								

PARTIES CONTRACTANTES	Convention relative à l'admission temporaire ¹	Convention douanière sur le carnet A.T.A pour l'admission temporaire de marchandises ²	Convention douanière relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire ³	Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire ⁴	Convention internationale sur l'harmonisatio n des contrôles des marchandises aux frontières ⁵	Convention de l'OMI visant à faciliter le trafic maritime international ⁶	Protocole IV de Montréal ⁷	Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto)
Pologne	X	X	X	X	X	X		X
Portugal	X	X	X	X	X	X	X	X
Qatar							X	
République centrafricaine			X					
République démocratique du Congo							X	
République dominicaine			X			X		
République slovaque		X	X	X	X	X		X
République tchèque	X	X	X	X	X	X		X
Roumanie		X	X	X				
Royaume-Uni	X	X	X	X	X	X	X	X
Rwanda				X				X
Sainte-Lucie								
Saint-Kitts-et-Nevis								
Saint-Vincent-et-les Grenadines								
Sénégal		X				X	X	X
Sierra Leone				X				
Singapour		X		X		X	X	
Slovénie		X	X	X	X	X	X	X
Sri Lanka		X	X	X		X		X
Suède	X	X	X	X	X	X	X	X
Suisse	X	X	X	X	X	X	X	X
Suriname						X		
Swaziland								
Tanzanie				X				
Tchad								
Thaïlande		X	X	X		X		
Togo							X	
Trinité-et-Tobago		X	X	X		X		
Tunisie		X	X			X		
Turquie	X	X	X	X			X	X
Uruguay						X		
Venezuela							X	

PARTIES CONTRACTANTES	Convention relative à l'admission temporaire ¹	Convention douanière sur le carnet A.T.A pour l'admission temporaire de marchandises ²	Convention douanière relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire ³	Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire ⁴	Convention internationale sur l'harmonisatio n des contrôles des marchandises aux frontières ⁵	Convention de l'OMI visant à faciliter le trafic maritime international ⁶	Protocole IV de Montréal ⁷	Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto)
Zambie						X		X
Zimbabwe	X							X
OBSERVATEURS								
Albanie								
Algérie	X		X			X		X
Andorre								
Arabie saoudite								X
Arménie					X			
Azerbaïdjan								
Bélarus	X	X			X			
Bhoutan								
Cambodge								
Cap-Vert						X		
Chine	X	X				X		X
Croatie		X	X	X	X	X	X	X
Estonie	X				X		X	
Éthiopie							X	
Fédération de Russie	X	X			X	X		
Géorgie						X		
Jordanie						X		
Kazakhstan								
Laos, Rép. dém. pop.								
Lettonie						X		
Lituanie	X				X			
Macédoine, Rép. féd. youg.			X				X	
Moldova								
Népal								
Oman							X	
Ouzbékistan					X		X	
République kirghize								
Saint-Siège								
Seychelles						X		
Soudan	X		X					

PARTIES CONTRACTANTES	Convention relative à l'admission temporaire ¹	Convention douanière sur le carnet A.T.A pour l'admission temporaire de marchandises ²	Convention douanière relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire ³	Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire ⁴	Convention internationale sur l'harmonisation des contrôles des marchandises aux frontières ⁵	Convention de l'OMI visant à faciliter le trafic maritime international ⁶	Protocole IV de Montréal ⁷	Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto)
Taïpei chinois								
Tonga								
Ukraine						X		
Vanuatu						X		
Viet Nam								X

¹ Les pays non Membres/observateurs de l'OMC ci-après sont également parties contractantes à cette Convention: Tadjikistan.

² Les pays non Membres/observateurs de l'OMC ci-après sont également parties contractantes à cette Convention: Iran, Liban.

³ Les pays non Membres/observateurs de l'OMC ci-après sont également parties contractantes à cette Convention: Iran, Kampuchea, Liban.

⁴ Les pays non Membres/observateurs de l'OMC ci-après sont également parties contractantes à cette Convention: Bosnie-Herzégovine, Iran, Yougoslavie.

⁵ Les pays non Membres/observateurs de l'OMC ci-après sont également parties contractantes à cette Convention: Bosnie-Herzégovine, Yougoslavie.

⁶ Les pays non Membres/observateurs de l'OMC ci-après sont également parties contractantes à cette Convention: Bahamas, Iran, Irak, Îles Marshall, Libéria, Monaco, République arabe syrienne, Yémen, Yougoslavie.

⁷ Les pays non Membres/observateurs ci-après sont également parties à ce Protocole: Bosnie-Herzégovine, Yougoslavie.